

Nos bandes et les leurs

C'est sûr, il faut se débarrasser de certaines bandes qui nous pourrissent la vie. Mais ceux qui nous gouvernent n'envisagent pas la question de la même façon que nous. Pour l'ancien ministre de la répression devenu monarque (On constate chaque jour que que cette V^e^ république est bien une monarchie élective de moins en moins tempérée par des institutions alibi), les bandes dont il faut se débarrasser sont d'abord celles des jeunes des banlieues – évidemment tous délinquants potentiels, sauf une petite élite intellectuelle qui intégrera l'ENA ou d'autres grandes écoles pour servir la politique de la diversité. En dessous de ce niveau, tout suspect, en particulier s'il est plus ou moins basané, peut être malmené en toute impunité par les forces du désordre; elles ne risquent rien.

Un hebdomadaire relevait que depuis que l'agité de l'Elysée est en charge de la police en tant que premier flic de France puis en tant que président, il y a eu 17 lois destinées à renforcer la sécurité publique. Les autres n'auraient donc servi à rien pour qu'il en faille une dix-huitième contre les « bandes organisées »? Evidemment, tous ceux qui subissent les rigueurs de ces lois savent bien qu'elles sont appliquées. Mais ces lois ont aussi une vertu essentielle sur le plan électoral : elles ont permis, en reprenant le discours sécuritaire de Le Pen de regonfler la droite pour la ramener au pouvoir. En ces temps de tensions sociales et de veille d'élections (même si ce ne sont que les européennes et qu'une grande partie de l'électorat s'en contrefiche), il était nécessaire de donner encore un petit coup de serrage de boulons pour regonfler les scores dans les sondages.

Surtout que, même si les délinquants des banlieues sont une priorité, le super-flic a sacrément de boulot avec des tas d'autres racailles. Car les bandes, ce sont aussi celles des travailleurs malmenés par « la crise » qui n'acceptent plus de subir en silence et aller tranquillement s'inscrire à l'ANPE, pardon, Pôle Emploi (PE? Peuh!). Il est intolérable pour le chef, le premier sinistre, le sinistre de l'esclavage salarié, la sinistre de la répression et la patronne des patrons que ces salariés en colère retiennent des cadres ou des dirigeants, occupent leur boîte, interrompent la circulation, coupent l'électricité, ne distribuent plus le courrier ou saccagent une sous-préfecture. Pour nos gouvernants, il serait bien plus sage qu'ils attendent docilement la prochaine manif traîne-savates prévue par les dirigeants syndicaux qui eux, au moins, savent se tenir à la table des négociations et ont le sens des responsabilités.

Et puis, il y a aussi tous ces jeunes, ces minorités d'étudiants et de profs qui bloquent les universités pour le plaisir de faire rater leurs examens aux « vrais » étudiants bien sages qui ont compris que la réforme était bonne. Il est nécessaire de mater ces bandes, à la fois par les expulsions un peu musclées de locaux occupés mais aussi en jouant sur leur épuisement dans la durée : leur resservir régulièrement la même soupe à la grimace en leur assurant que la recette a été modifiée, dans le détail, certes mais il est quand même nécessaire de garder l'ingrédient essentiel de l'autonomie des universités. Cela ressemble au sketch de Fernand Raynaud sur les croissants : « Vous ne voulez pas de la loi sur l'autonomie des universités ? D'accord, on revient sur le mode de notation des enseignants chercheurs et vous avalez la loi... ». Et pendant ce temps on fait un enfant dans le dos des universités publiques : Le chanoine de Latran qui nous gouverne vient de signer un décret préparé par le sinistre étranger aux affaires de droits de l'homme et le Vatican accordant une reconnaissance automatique de tous les diplômes des universités ou établissement supérieurs cathos.

On ne s'étendra pas ici sur toutes ces bandes de racailles soi-disant pacifistes, tiers-mondistes, alternatifs. Qu'ils soient non violents ou offensifs, vous verrez dans le dossier de ce numéro tous les efforts qu'ont coûté à la sinistre de la répression la protection de la bonne ville de Strasbourg assiégée par ces hordes de vandales. Au delà de l'aspect spectaculaire de la répression, symptomatique de l'état d'esprit de nos dirigeants, il ne faut pas oublier que pour de nombreuses personnes, c'est quotidiennement qu'est subie la violence de ces autres bandes armées et casquées, parfois cagoulées qui agissent au nom de la loi et l'ordre. Ce sont les sans papiers pourchassés sous le commandement du ministre des expulsions, en particulier lorsqu'ils se regroupent comme dans le Pas de Calais. Ce sont toutes les personnes retenues dans les centres de rétention administrative qui, par la grâce de l'harmonisation européenne auront le plaisir de pouvoir rester plus longtemps sur le sol français, enfermés pour le seul délit de chercher une vie meilleure. Ce sont les détenus entassés de plus en plus nombreux (comme quoi les lois répressives ont bien les effets escomptés) dans des prisons toujours insalubres. Ce sont tous les manifestants, les militants associatifs, les personnes cherchant simplement à construire leur vie à leur façon, en dehors des sentiers battus : harcelés par des tracasseries, des mesquineries, condamnés pour des délits mineurs mais surtout menacés en permanence pour les actions faisant partie de leur vie.

Pour nos gouvernants, la solidarité dans la vie quotidienne et plus encore dans les luttes devient un délit. Ce qui est rassurant aujourd'hui c'est que globalement, malgré et sans doute à cause de la répression, on assiste à un renforcement des luttes et des solidarités. Oh bien sûr, ce n'est pas demain la veille du grand soir, mais c'est petit à petit que se tissent les liens, les résistances, que se discutent les chemins à parcourir. Dans les discours aussi s'affirment les volontés des gens ordinaires de se débarrasser de toutes les bandes de nuisibles : les patrons qui nous tondent la laine sur le dos, les dirigeants syndicaux qui assurent le ronronnement de la paix sociale, les média aux ordres qui nous bourrent le mou, les gouvernants qui nous répriment et les politocards qui veulent être calife à la place du calife... Pour se débarrasser de toutes ces bandes de parasites, pas besoin d'une énième loi, parlons nous et retroussons nos manches...

Limoges,25 avril

Bussière Boffy
L'acharnement du maire n'a pas eu raison des habitants des yourtes

Bruit des bottes des cagoulés de l'antiterrorisme à Tarnac, commune du Plateau de Millevaches, en cette fin de l'année 2008. Silence des pantoufles du maire de Bussière Boffy, une petite commune du nord ouest de la Haute Vienne, en ce début de l'année 2009. Deux affaires qui se passent dans la même région, le Limousin, une région périphérique, vieille terre d'émigration, où le prix du foncier est relativement plus accessible que dans d'autres régions, ce qui a permis à une population nouvelle et pas très fortunée, de venir s'y installer et essayer d'y construire des projets de vie parfois assez éloignés des normes en vigueur (crédit, consommation, salariat...). Ici s'arrête sans doute les similitudes. Sauf que du point de vue de nos gouvernants (tant localement que nationalement), il s'agit d'éradiquer préventivement de possibles foyers de sédition, identifiées par les sécuritaires comme des zones de non droit (1).



A Tarnac, l'Etat a utilisé l'arme judiciaire pour tenter d'éradiquer la communauté des Goutailloux, avec des conséquences dramatiques puisque Julien Coupat est toujours détenu et les huit autres inculpés sont toujours sous contrôle judiciaire, assignés à résidence et, de facto, isolés les uns des autres et de leurs amis. A Bussière Boffy, le maire (représentant de l'Etat) a utilisé une arme plus silencieuse et moins spectaculaire, celle de la procédure administrative afin de tenter d'éradiquer les habitants de cinq yourtes installées sur des terrains dont ils sont propriétaires. Mais du fait de la mobilisation et du soutien qu'ils ont reçu, la manœuvre a provisoirement et partiellement échoué.

Nous allons dans cet article d'une part examiner, chronologiquement, ce qui s'est passé durant les deux mois de l'offensive du maire et les réactions qu'elle a suscité et d'autre part en tirer quelques enseignements.

A Bussière Boffy, un maire, fraîchement élu depuis un an, après avoir accompli un mandat en tant qu'adjoint, semble s'être fixé pour objectif de nettoyer sa commune de celles et ceux qu'il considère comme des marginaux qui vont entraver ses projets de développement économique. Ainsi, le 9 février dernier, un huissier apporte aux habitants de cinq yourtes une injonction à démonter leurs habitations en leur indiquant qu'ils n'avaient pas à habiter un terrain déclaré comme non constructible, en référence à la toute nouvelle carte communale. Celle-ci a été établie en octobre 2007, à l'initiative de l'actuel maire, alors qu'il était adjoint. Ce document détermine l'usage des terrains, ceux qui sont destinés à la construction et ceux qui doivent restés destinés à l'agriculture ou à la forêt. C'est une limite importante du droit de propriété, c'est dire l'importance qu'elle revêt. Mais avant d'être adoptée par le Conseil municipal, elle doit être soumise à une procédure d'enquête publique. Or, dans le cas de Bussière, le commissaire enquêteur a conseillé d'élargir la surface des terrains constructibles proposés pour faire face à la demande de la population. En effet, si on regarde les statistiques de l'INSEE, Bussière s'est longtemps dépeuplé mais depuis les années 1990, le solde migratoire est devenu positif, comme pour l'ensemble du Limousin. On peut aussi faire l'hypothèse qu'il y a eu d'une part l'arrivée d'anglais, venus s'installer en Limousin mais aussi de cette population que stigmatise le maire et qui s'est installée à Bussière, notamment sur les hameaux du Grand Pic et du Petit Pic, parce que des terres étaient disponibles et qu'elles voulaient vivre autrement. Ainsi, le commissaire enquêteur constate, dans son rapport, que toute une frange de la population, celle des deux hameaux cités plus haut, n'a pas été prise en compte par le document et qu'il serait donc souhaitable de leur permettre d'améliorer leur condition de vie en rendant leurs terrains constructibles, ce qui aurait des effets bénéfiques sur la commune puisque ces familles ayant des enfants, elles contribueraient ainsi au maintien de l'école publique. Le maire prend en compte la première proposition du commissaire enquêteur, celle qui stipule qu'il faut augmenter la surface constructible mais rejette la deuxième, celle qui stipule de prendre en compte les habitants des deux hameaux. Au passage, un de ses propres terrains devient constructible. Ce document a été vraiment conçu pour fragiliser les habitants du Grand et du Petit Pic, trop peu conformes aux normes du maire. C'est sans doute le rêve de tout maire, celui de choisir sa population, celle qui va le réélire inlassablement. Les méthodes et l'argumentation du maire de Bussière s'inspirent directement d'un document édité par la Mission Littoral Languedoc-Roussillon, « Traiter le phénomène de la cabanisation sur le littoral du Languedoc-Roussillon - Guide pour l'action ». Il est préfacé par le préfet de Région. Il exprime donc une volonté de l'Etat sur la question de l'éradication de l'habitat précaire.

L'irruption de l'huissier, le 9 février marque une nouvelle étape des hostilités. Pour les habitants des yourtes, il est vécu comme une déclaration de guerre, une bataille à assumer. Ils alertent la presse, déploient une banderole à l'entrée du Petit Pic, revendiquant le droit au logement pour tous. Ils interviennent aussi (heureux hasard) à une soirée animée à Limoges par Augustin Legrand, des Enfants de Don Quichotte devant un public très sensibilisé.

La bataille semble gagnée

la question du droit au logement. Les articles de la presse locale écrite et audiovisuelle leurs sont de suite très favorables. La mobilisation se structure autour de l'objectif du maintien des yourtes et de la révision de

la carte communale. Une pétition est mise en ligne sur Internet. In fine, en deux mois, elle recueillera plus de 2630 signatures. Le comité de soutien organise aussi une manifestation. Celle-ci a lieu le 14 mars. Plus de 300 personnes y participent, en marchant du Petit Pic jusqu'à la mairie. Cette manifestation est suivie de toute une après midi de débats permettant des échanges d'expériences avec des personnes ayant subi des situations similaires. Le 5 avril, les habitants des yourtes participent à la semaine du développement durable, à l'initiative de l'association Traits d'union localement, créée localement, pour servir de lien entre les habitants arrivés récemment et les plus anciens. La semaine du développement durable est une action très médiatisée, organisée par le ministère de l'écologie. Cette année, ô ironie, elle était axée sur la sensibilisation à un changement nécessaire du mode de consommation. Mais cette journée a été l'occasion de montrer à de nombreuses personnes s'étant déplacées, que le discours du maire quant à l'insalubrité du lieu et au parasitisme social de ses habitants n'étaient pas fondé et il suffisait pour s'en convaincre d'écouter quelques réflexions des visiteurs. Dans son acharnement, le maire n'avait pas pris en compte cette capacité très concrète des habitants des yourtes à saisir des opportunités démontant de fait son discours. Il en a été de même quand il a porté plainte pour menaces de mort contre Alex, un des yourteux. Le TGI de Limoges, le 14 avril lui a infligé une cuisante défaite, interprétée comme telle par la presse locale. Alex a été relaxé et son avocate a démonté une accusation s'appuyant sur « le comportement de sobriété pas très exemplaire de celui qui a rapporté ces propos », en l'occurrence un adjoint au maire. On peut toutefois s'interroger sur le parquet qui a donné suite à une plainte reposant sur une accusation aussi fragile. Puis c'est le bouquet final, le 18 avril. Ce jour là, les yourteux ont installé une yourte devant la préfecture de Limoges et ont organisé un pique-nique festif pour remettre la pétition à la préfette. Ils apprennent par la presse que quatre des cinq yourtes sont régularisées et qu'on s'acheminerait vers « un projet collectif et novateur d'écovillage ». Cela aurait été décidé lors d'une réunion entre le sous préfet de Bellac, la DDE et le maire de Bussière mais sans la participation des intéressés. Paul et Céline, un couple avec un enfant, ont été exclu de ce dispositif. Comme par hasard, il s'agit de celui dont il a refusé d'inscrire l'enfant à l'école et qui ont fait un recours à cette décision. De même, dans une interview qu'il a donné au journal Le Populaire du Centre, le maire a nommément stigmatisé Paul qui a eu l'aplomb de le mettre dehors, lui et le représentant de la DDE. Actuellement, on peut dire que le maire de Bussière a mangé son chapeau mais ne veut pas perdre tout à fait la face, d'où cette décision ambiguë. La bataille des yourteux semble en effet, en partie gagnée. Le maire, quand on regarde l'évolution de ses discours, sur deux mois, a considérablement reculé. Il a certainement été recadré par une autorité supérieure mais il reste à déterminer le nouveau cadre juridique pouvant permettre la pérennisation de la situation actuelle. De même, la bataille pour la régularisation de la cinquième yourte doit aboutir. Cela ne peut passer que par la révision de la carte communale. Ce qui est la revendication de départ de cette affaire. C'est aussi la possibilité ouverte par cette lutte d'ouvrir des lieux de discussion sur cette question et de débattre de l'avenir de ce territoire. Mais sans doute le maire n'en est il pas là. Une réunion de concertation avec le maire est prévue le 5 mai prochain.

Quels enseignement tirer de cette lutte ?

D'abord, cette bataille s'est menée à partir d'un rapport de classe. D'une part, nous sommes en présence d'un maire, se projetant comme le représentant de l'Etat, de la normalité sociale. Il roule en 4 x 4, il habite un petit château. C'est un ancien ingénieur de l'EDF et des Charbonnages de France. Il a été impliqué dans des restructurations de mine. Il tire de cela une légitimité. Il veut développer son bourg autour du tourisme. Il pense que les yourteux sont un obstacle à cela. Il veut donc les expulser du village comme on licencie des travailleurs d'une boite. Il défend une certaine idée du progrès. Il vient de prendre la présidence d'une association qui milite pour la réalisation d'une autoroute qui relierait Nantes à la Méditerranée avec la construction d'un « barreau » entre Niort et Limoges, passant par Confolens, promu pour l'occasion « Carrefour européen » (sic). Peut être une bretelle d'autoroute lui permettrait elle d'amener massivement les touristes à un éventuel parc de loisirs. De l'autre côté, nous avons des personnes qui sont venues là, à la recherche du plus d'autonomie possible. Ils ont pensé se protéger en devenant propriétaires de leurs terrains. Mais le droit de propriété s'arrête où commence la raison d'Etat. Institutionnellement, un maire dispose de nombreux outils pour rendre un espace conforme à son rêve qui peut devenir ainsi un cauchemar pour certains habitants. En l'occurrence, ce maire s'est battu pour la fermeture de l'école et vient de l'obtenir. Cette école abritait les enfants de cette population qu'il entendait exclure de son territoire. Pour ce faire, pour faire diminuer le nombre d'élèves il a refusé des inscriptions et des recours ont été faits. De même, il a refusé des inscriptions sur les listes électorales. Il a fait fermer la cantine scolaire et aux parents qui proposaient d'installer une cantine autogérée, il a refusé l'accès aux salles municipales. Il a menacé l'association Traits d'union qui avait organisé une conférence sur la démocratie de les exclure de la domiciliation à la mairie pour menées anarchistes. Il a rendu payante l'utilisation des salles municipales pour la même association qui les utilise chaque semaine pour des séances de gymnastique volontaire. Il a fait bloquer l'accès à un terrain communal, au Petit Pic, avec des pierres. Tout a été bon pour empoisonner la vie d'une population qu'on veut voir partir. Il a préempté une maison proche des yourtes alors que des personnes avaient proposé de l'acquérir pour en faire un gîte. C'étaient des personnes proches des habitants des yourtes. Il a utilisé les termes « d'occupation » et de « reconquête ». Depuis février, les hélicoptères de la gendarmerie ont régulièrement survolé la zone.

Ensuite, nous sommes en présence de ce que Foucault désignait sous le terme de biopolitique et de biopouvoirs (3). La bataille engagée à Bussière s'est faite autour de la question du vivant. Le maire a défendu ses conceptions très normatives de l'hygiène. Il a dit que les yourtes étaient insalubres parce qu'elles n'étaient pas reliées aux différents réseaux d'eau et d'électricité alors qu'elle disposent de panneaux solaires, d'éoliennes et de l'accès à une source. Les habitants des yourtes défendent une autre conception du vivant, celle que l'on retrouve dans les réseaux autour de la décroissance : l'habitat choisi et la sobriété volontaire. Ils défendent une relation aux autres et à l'environnement basée sur l'entraide, la gestion des ressources et des besoins par la production d'énergie (solaire, éolien, bois), d'engrais (crottin de cheval, compost), de légumes (jardin), de viande (basse cour) mais aussi l'auto construction collective, les crèches parentales, les achats en commun de matériel agricole ou de véhicules. Et là-dessus un certain nombre d'élus locaux ont pris position en signant une pétition de soutien.

C'est aussi à cet endroit, au Petit Pic, que s'est constituée en octobre 2007, l'association des habitants de logements éphémères ou mobiles afin de défendre cette approche de la vie.

Enfin, il faut souligner l'attitude de la presse. Est-ce une conséquence de l'affaire de Tarnac où dans un premier temps, la presse, manipulée par le pouvoir, avait abondé dans le sens de la police, avant de se retourner pour une partie d'entre elle ? Là, dans cette histoire, la presse locale, tant écrite qu'audiovisuelle a présenté des articles favorables aux habitants des yourtes et donnant une image très négative du maire (mais c'est vrai qu'il suffit de lui donner la parle pour cela). Pourtant jusque là, la presse locale était davantage encline à prendre le parti des notables. Même TF1, comme France 2 ont fait des papiers allant dans ce sens. Cela a certainement joué un rôle important dans cette affaire.

Christophe, Limoges

(1) Lire à ce propos le livre de Mathieu Garouste : L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine, La Découverte, 2009, 341 pages.
(2) Ce document est disponible sur le site : http://www.macabane.info/
(3) Pour une définition de ce concept foucaldien, voir le livre de Judith Revel, Le vocabulaire de Foucault, Ellipses, 2002, 70 pages

Radicalisation des conflits ou actions désespérées ?

La conflictualité sociale à travers la presse et les écrits

Dans sa dernière note de conjoncture sociale annuelle (octobre 2008), l'association de DRH Entreprise et Personnel soulignait combien «toutes les composantes d'une crise sociale» sont présentes, et invite les employeurs à prendre au sérieux « une remontée de la conflictualité » qui n'entraînera pas forcément une multiplication des grèves, mais qui pourra «prendre la forme plus pernicieuse d'un désengagement silencieux, voire d'autres formes de grèves froides».

Logiques sélectives de médiatisation des conflits sociaux

Début janvier 2009, Jérôme Pelisse, maître de conférence en sociologie à l'université de Reims et Baptiste Giraud, attaché temporaire d'enseignement et de recherche à Paris 1 écrivaient : «*Le regain d'intérêt actuel des journalistes pour les luttes du monde du travail laisse ainsi penser qu'elles connaîtraient un renouveau, généré quasi-mécaniquement par les tensions nées des politiques de rigueur patronale et gouvernementale. De même, la surmédiatisation de quelques conflits salariaux, au printemps 2008, avait pu laisser croire que l'augmentation du coût de la vie et les promesses non tenues du président Sarkozy d'être «le président du pouvoir d'achat» avaient suffi à faire renaître de leurs cendres les mobilisations des salariés pour de meilleures rémunérations. Dans les commentaires récents de l'actualité sociale, c'est par ailleurs une représentation binaire de la conflictualité au travail qui resurgit. Nombreux sont ceux en effet qui mettent l'accent sur la place dominante des «bataillons» du public sur le front de la contestation sociale, ravivant par là même le sentiment que ces salariés seraient, une fois de plus, les seuls à pouvoir s'engager dans des mouvements revendicatifs élargis et durables. Les salariés du privé, quant à eux, en dehors de quelques conflits désespérés lorsque survient une fermeture d'entreprise (ou pour obtenir des titres de séjour de la part de sans-papiers redevenus travailleurs depuis avril dernier), resteraient en retrait de la scène des grèves, ce qu'attesterait la tendance quasi continue à la baisse du nombre de Journées Individuelles Non Travaillées (JINT) pour fait de grève enregistrée depuis une trentaine d'années par les services administratifs du ministère du Travail. Il ne leur resterait plus qu'à «subir» les actions récurrentes des salariés du public ou à les soutenir par «procuration», à défaut de pouvoir exprimer directement leur mécontentement, si ce n'est sous la forme de désengagements «pernicieux» dans le travail ou de «grèves froides».*

Dans ces conditions, l'interprétation donnée à la conflictualité au travail ne conduit pas seulement à voir dans le secteur public le successeur de la défunte classe ouvrière dans son rôle d'avant-garde du mouvement syndical. Elle associe à ce changement de sujet central de la conflictualité sociale une transformation radicale de sa signification politique. Jadis portés par la volonté de tirer profit des gains de productivité et de la prospérité économique pour améliorer le sort du monde du travail, les combats syndicaux seraient réduits, dans une période de «crise» économique, à n'être plus que des luttes «défensives». Ainsi, quand les salariés du public apparaissent uniquement investis dans des mobilisations contre des mesures qui remettent en cause leur nombre (enseignants), leurs statuts (La Poste) ou leur conditions de travail (cheminots), leurs homologues du privé ne font généralement parler d'eux qu'au travers de conflits pour l'emploi.

Il n'est évidemment pas illégitime de parler d'un «durcissement» des relations professionnelles dans le contexte actuel, ni de souligner l'importance des actions revendicatives des salariés du public dans l'espace des mobilisations du monde du travail. Il importe toutefois de se méfier des illusions d'optique que peuvent générer les logiques sélectives de médiatisation des conflits sociaux, qui font écran à la perception du maintien, depuis plusieurs années, de formes ordinaires de conflictualité diffuses et protéiformes (...)»

La radicalisation des conflits sociaux se banalise

Aujourd'hui, la presse ne parle, suite aux nombreuses séquestrations de dirigeants d'entreprises, que de radicalisation des conflits sociaux. «*La multiplication des cas de séquestration de dirigeants d'entreprises promises à la fermeture ou à des suppressions de postes témoigne depuis plusieurs semaines d'une radicalisation de la contestation en France. Tandis que les organisations syndicales tentent de faire pression sur le gouvernement et le patronat à travers des manifestations unitaires, des mouvements de salariés prennent localement une tournure plus spectaculaire et spontanée*», peut-on lire dans une dépêche de l'agence Reuters. Pour l'Express, «*Prise en otage des dirigeants, occupation des lieux de travail, destruction du matériel, menaces sur la nature... Au cours de ces dernières années, les conflits sociaux se sont radicalisés*». «*En Juillet 2000, la fermeture de l'usine Cellatex à Givet (Ardennes) inaugure le retour des conflits sociaux violents. (...) Les salariés de l'usine Daewoo de Mont Saint-Martin (Meurthe et Moselle), ont eux aussi recours à la menace à la pollution en 2002 pour lutter contre le dépôt de bilan de leur entreprise. Cette menace s'est ajoutée à l'occupation des lieux pendant plusieurs jours et une séquestration des instances dirigeantes. (...) La prise d'otage pour débloquer des indemnités de licenciement, c'est la méthode inédite, choisie par les employés de l'usine Duralex en 2006 sur le site de Rive-de-Gier (Loire). (...) Sûrement l'un des conflits les plus marquants de ses dernières années. Il concerne l'entreprise Kléber-Michelin de Toul. Après l'échec des négociations concernant les mesures d'accompagnement liées à la fermeture de l'usine, une dizaine de salariés décident en février 2008 de prendre en otage deux cadres de la direction*». «*Débrayages, protestations, grèves, séquestrations... La colère monte d'un cran au fur et à mesure que les fermetures de site industriel se multiplient. Lassés des beaux discours, les salariés passent à l'offensive. La radicalisation des conflits revient en force sur la scène sociale. Plusieurs DG et DRH viennent d'en faire les frais. (...)Tentatives désespérées, actions jusqu'au-boutistes ? Tous ces conflits sont partis de la base. (...) La crispation des salariés illustre également la faiblesse du dialogue social*», pour Entreprises & Carrières.

La peur des «actions désespérées»

«*Le risque de radicalisation est réel*, analyse Bernard Viviers, directeur de l'Institut supérieur du travail (IST). *Les organisations*

syndicales ont perdu du terrain sur leur lieu de travail. Certes, elles attirent du monde dans les rues, lors des manifestations, mais elles ont du mal à prendre pied dans les entreprises. Les salariés se sentent orphelins. Il n'y a plus de pont entre salariés et organisations syndicales ni entre salariés et dirigeants. Car c'est la logique financière qui prime. D'où ce sentiment d'indignation, de colère et d'injustice. Faire sauter un site, ça ne mène nulle part. La crise du désespoir s'exprime par la violence, qui est une réaction de peur». Pour Jean-Claude Ducatte, directeur d'Epsy, un cabinet d'audit social, il s'agit d'un vrai tournant : «*Caterpillar vient de payer les trois jours de grève aux salariés alors que ses dirigeants étaient séquestrés. Autrement dit, on est passé du dialogue social prôné depuis vingt-cinq ans à un rapport de force physique et violent. Ce sont des actions faites sciemment, visant à améliorer les conditions de départ des futurs licenciés. Le problème ? C'est que très peu de DRH savent gérer ce type de relations sociales*».

Selon le politologue Guy Groux (Cevipof), «*le vrai mouvement social se déroule désormais au niveau local*» et il n'y a pas pour l'instant de convergence, bien qu'un tel scénario ne puisse être écarté. Pour Hubert Landier, expert auprès de nombreuses entreprises, estime que de tels incidents risquent de s'étendre aux sociétés plus modestes, car elles ne bénéficient pas de la même attention que les grands groupes, comme Continental ou ArcelorMittal. "*Ce sera peu médiatisé sauf si on en vient à des violences. Ce sont des gens qui n'ont plus rien à perdre. Une radicalisation du mouvement de grogne sociale à partir d'un conflit local est désormais une hypothèse envisageable*". La secrétaire confédérale de la CGT Maryse Dumas dit comprendre "l'exaspération" des salariés. "*Cependant, nous les alertons sur l'impasse que représentent des formes d'action qui ne permettent pas un rapport de force démocratique*". Interviewé par Le Figaro Eric Le Douaron, le directeur central de la sécurité publique l'admet : «*A l'évidence, il existe un risque de radicalisation que nous nous efforçons de calculer et de prévoir. Pour l'heure, rien n'indique que nous soyons à la veille d'une explosion sociale mais on doit rester très prudent. Par le passé, certains 'clashs' se sont en effet produits sans avoir été précédés de signes avant-coureurs clairs*». «*Ce qui me frappe, c'est qu'avec ces séquestrations, les salariés ne contestent pas les plans sociaux eux-mêmes, mais les conditions des départs, les indemnités de licenciements. C'est un recul et ce sont bien des formes d'actions désespérées. (…) Le fatalisme économique est bien intégré par les salariés, «on ne peut pas faire autrement», mais il est contrebalancé par l'impression que d'autres s'en «mettent plein les poches», et qu'on peut donc bien réclamer un peu d'argent aussi*», déclare Jérôme Pélisse.

Deux pôles du mouvement social

«À l'ère du capitalisme post-moderne, le conflit social se présente sous des formes diversifiées, décentrées, éclatées. À première vue, on remarque l'absence d'un foyer central et inamovible. Chaque conflit conserve sa «dignité» événementielle, sa singularité irréductible à une «grande cause», mais aussi, sa manière spécifique de renouer avec les enjeux centraux de la «question sociale». La lutte contre la soumission du travail au capital «excède» l'espace du mouvement ouvrier au sens traditionnel du terme. De ce point de vue, le «fondamentalisme de classe» des périodes historiques précédentes a vécu.

Pour mieux cerner le contenu de cette inflexion, on pourrait distinguer analytiquement deux «pôles» du mouvement social. Le «pôle laboral» s'inscrit dans le sillage des luttes ouvrières. Les conflits de travail sont toujours d'actualité et la capacité de résistance du mouvement syndical demeure importante tant au niveau national qu'à l'échelle mondiale. À ses côtés se construit, avec beaucoup de contradictions et de ramifications, un deuxième pôle, «sociétal», du mouvement social. Ces deux pôles sont constitutivement interdépendants. Leurs racines plongent dans les mêmes causes structurelles, leurs pratiques s'opposent aux effets combinés produits par le système. Leur interaction constante est source de dynamisme pour le mouvement social d'ensemble (Sophie Béroud, René Mouriaux, Michel Vakaloulis, Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique, Paris, La Dispute, 1998).

Au total, nous sommes face à des mouvements radicaux, polymorphes et «multi-fronts», traversés souvent par des «pulsions anticapitalistes», mais en même temps, dépourvus d'une réflexivité élaborée pour se projeter au-delà des limites du système. Cela ne signifie pas que la dynamique des mouvements sociaux se réduit à la posture du refus. La mise en mouvement comporte une dimension proprement affirmative. Pour s'opposer avec efficacité aux stratégies libérales, il faut produire de nouveaux rapports au réel en tenant compte des conditions de vie et des aspirations du plus grand nombre, et notamment, des groupes sociaux fragilisés. Autant dire que protestations sociales, éléments d'anti-capitalisme et prémisses d'une politique de l'émancipation coexistent, mais sans coordination, au sein des mobilisations collectives qu'il est convenu d'appeler «mouvement social».» écrit Michel Vakaloulis.

Alors, radicalisation ou non des conflits sociaux ? Ne plus contester un plan social en lui-même, mais les conditions de départ, les indemnités de licenciements, est-ce un recul ? Le mouvement social est-il multipolaire ? Autant de questions que je mets au débat.

Camille, OCL Reims, le 21 avril 2008



Après le Codelib à St-Nazaire, un « Comité Poitevin contre la Répression des Mouvements Sociaux » à Poitiers

COMMUNIQUÉ

«Jeudi 23, une quarantaine de militants associatifs et politiques ont décidé de se réunir pour réagir contre la répression croissante des mouvements sociaux. Ils sont indignés par les différentes répressions dont ils ont eu connaissance : gazages, arrestations, procès de lycéens en fin d'année scolaire dernière, procès et condamnations d'étudiants ces derniers jours à Poitiers, militant syndical de Deshoulières qui se suicide, répressions durant la visite du président de la république à Châtellerault, délit de solidarité envers ceux qui aident les sans papiers, répressions à Strasbourg lors du sommet de l'Otan, plaintes contre les ouvriers qui séquestrent leurs patrons...

Ils ont aussi précisé qu'ils étaient très préoccupés par les multiples lois qui ont été votées (comparution immédiate, peines plancher...) ou qui sont en préparation (sur les bandes, contre les cagoules dans les manifestations...) et qui dénotent ce que Laurent Mucchielli nomme La frénésie sécuritaire, frénésie qui a pour premier objectif d'installer un climat de méfiance et de peur afin de faire taire toute révolte, toute contestation.

Après un tour d'horizon, et vu le constat que les méthodes appliquées aux « voyous », sont dorénavant appliquées aux militants, il a été décidé collectivement de créer un Comité Poitevin contre la Répression des Mouvements Sociaux. Ce comité aura pour mission dans un premier temps de conscientiser sur l'étendue de cette frénésie sécuritaire et de mobiliser le plus largement possible contre cette dérive autoritaire. Un blog a été proposé à cet effet (http://antirepression.unblog.fr). Il a été décidé aussi de rester vigilants, de mobiliser et de participer systématiquement aux manifestations de soutien durant les procès qui vont avoir lieu.

Dans l'immédiat, le Comité Poitevin Contre la Répression des Mouvements Sociaux appelle tous ceux qui se sentent concernés par l'augmentation de la répression à participer masqués au défilé du 1er mai afin de protester contre le projet de loi que veut faire Mme Alliot Marie contre les cagoules dans les manifestations. Il appelle aussi à participer aux actions que le Comité Interluttes, qui était présent en nombre à notre réunion, proposera toute la journée à la suite de la manifestation du 1er mai : un forum ouvert à tous ceux qui souhaiteraient s'exprimer, des animations et des films. »

A noter que l'adhésion à ce comité est individuelle et que les organisations syndicales et politiques sont invités à le soutenir publiquement.

Catalogne – Etat espagnol

Nous pouvons vivre sans capitalisme !

Enric Duran, jeune activiste de la mouvance altermondialiste de Barcelone, avait récupéré près 492 000 euros auprès de 39 banques pour financer une campagne de dénonciation du capitalisme et du système financier. Il est en cabane depuis le 18 mars. On fait le point sur cette histoire.

Le 17 septembre 2008, Enric Durán avait publiquement déclaré avoir escroqué 492.000 euros à 39 banques par des crédits personnels et à travers une entreprise fictive. Avec une partie de cet argent, a été financée la publication de la revue gratuite « Crisi », dans laquelle il expliquait les raisons de son action et critiquait durement le système capitaliste, en plaidant pour la construction d'alternatives économiques socialement, économiquement et environnementalement plus durables.

Après son annonce, Enric Durán avait décidé de s'exiler du pays de manière préventive. Par la suite, celui que la presse a appelé « Robin des Banques » a annoncé son retour pour le 17 mars 2009, en ajoutant qu'à cette date sortirait la deuxième publication du collectif et le lancement d'une grande campagne contre le capitalisme. Finalement, le lundi 16 mars, il est réapparu lors d'une conférence de presse à l'Université de Barcelone, où il a confirmé que le lendemain la revue gratuite “Nous pouvons vivre sans le capitalisme” était prête.

NOUS POUVONS !

Comme l'expliquent eux-mêmes ses membres, le collectif rebaptisé “Podem” (“Nous pouvons” en catalan, “Podemos” en castillan,) remplit une fonction différente de celle de son prédécesseur. Si « Crisi » était principalement centré sur l'explication des causes réelles de la crise économique, cette deuxième phase fait le pari de proposer des solutions. La diffusion est aussi beaucoup plus importante. Dans le cas « Crisi », 200.000 exemplaires seulement avaient été édités, écrits seulement en catalan. L'édition de “Nous Pouvons”, véritable revue de 20 pages en couleur, a été pensée pour couvrir tout le pays. Au total il a été imprimé 130.000 exemplaires en castillan en plus des 220.000 en catalan, grâce à l'argent "exproprié" à la banque et à la collaboration de différentes personnes collectifs, qui ont été présents dans toutes les phases du processus, depuis la rédaction jusqu'à la distribution. Dans les premiers articles de la nouvelle publication les causes de la crise sont passées en revue dans l'objectif de développer ensuite, dans les pages centrales, un “plan d'action pour que le capitalisme sorte de nos vies”. Le collectif « Crisi » affirme que “il faut changer d'attitude. Il ne suffit pas de protester, il faut agir”. Il s'agit de mettre en pratique un projet de transformation sociale qui s'adresse à l'ensemble de la population.

Le collectif « Crisi » regrette que les Etats insistent sur leur volonté de perpétuer « ce modèle invivable », et parie par une « alternative de société basée sur l'autogestion populaire ». Il propose aux Gouvernements la nationalisation des banques et aussi donne un délai, qui expire le 30 juin de cette année, pour que les administrations présentent un “plan de transition post-capitaliste”.



SOYONS LE CHANGEMENT QUE NOUS VOULONS !

Devant la prévision que ces demandes ne seront pas satisfaites, le collectif déclare qu'il entrera dans une nouvelle phase de la campagne à partir du 17 septembre prochain, date qui marquera le commencement d'actions “de désertion” du capitalisme. Enric Durán et le collectif “Podem” proposent aux citoyens qu'ils sortent tout l'argent de la banque et qu'ils ne paient plus ni leurs prêts ni les hypothèques. Les autres mesures citées dans la publication sont « d'arrêter de payer les loyers ou d'autoréduire leur montant », « d'arrêter de travailler pour des entreprises capitalistes et ne pas payer les factures des services essentiels ou payer uniquement la quantité qu'on considère juste ». Seront aussi entamées « la collectivisation des ressources basiques que le système n'utilise pas ou dont il abuse : terres à cultiver, appartements et maisons pour vivre, nourriture restante dans les chaînes de commercialisation ». Parallèlement, seront réalisées d'autres types d'actions autour de la construction “d'alternatives de vie”, comme la création de « coopératives intégrales » et d'habitat, ou d'un « réseau de solidarité contre les expulsions », des alternatives à l'école et dans le domaine de la santé.

Aussi à partir du 17 septembre, « dans le même temps où l'on commencera à vivre sans capitalisme, nous convoquerons le début d'un ou encore mieux, plusieurs processus constituants, avec la participation de tout ceux qui sont d'accord. »

Dés réunions seront organisées au moins chaque une fois par mois et seront consacrées à débattre publiquement du nouveau modèle de société. Le premier débat est programmé pour le 15 octobre prochain, le jour où le collectif “Podem” sortira dans la rue et demandera à la population de s'arrêter pour que tout le monde puisse prendre un part au débat.

ENRIC AU CACHOT

Entre temps, Enric Durán a été arrêté par la police le 17 mars dans les locaux de l'Université Autonome de Barcelone lors d'une intervention policière musclée visant à déloger des étudiants en grève (eh oui, il n'y a pas qu'en France…). Il a été placé en détention préventive le 19 mars, poursuivi pour « escroquerie ». Sur les 39 banques escroquées, une vingtaine auraient porté plainte au pénal, les autres devant des juridictions civiles.

Sa remise en liberté provisoire a été refusée aux motifs qu'il y avait un risque de « fuite » et qu'il manquait d'insertion sociale. Ce que la défense d'Enric conteste car c'est lui qui a déclaré publiquement sa fuite puis son retour à Barcelone. Quant au manque d'insertion, il est connu depuis des années comme activiste de mouvements sociaux de Catalogne. Il s'agit d'une mesure d'emprisonnement politique car ceux qui ont des dettes vis-à-vis des banques ne sont généralement pas mis en prison

Le collectif « Crisi » a rapidement annoncé la convocation de rassemblements de soutien et plusieurs manifestations. La première a eu lieu le 26 mars à Barcelone et d'autres ont été programmées depuis.

Parallèlement, la campagne pour la libération d'Enric Durán s'articule autour de la poursuite d'un travail collectif d'élaboration grâce au site internet participatif du collectif, où de nouvelles idées, propositions émergent, dans une sorte de

work in progress permanent… où s'élabore entre autre en ce moment une grève des usagers des banques selon diverses modalités (retrait total ou partiel de son argent, cessation du remboursement de ses dettes, autres formes…), car ce sont ces vautours qui seront bientôt visées. Dans les quartiers Nord de Grenade, un chômeur, père de famille avec 4 enfants mineurs à charge, membre actif d'une association locale de sans emplois, a entamé une grève de la faim pour défendre son logement que la banque veut saisir pour défaut de paiement de son prêt hypothécaire. Il est soutenu par les voisins, le quartier et sa banque a refusé de renégocier les remboursements de son emprunt alors même qu'il a reçu des dons financiers du voisinage (car pour un montant de départ de 6000 euros, il doit maintenant 13000 euros à cause des intérêts !). Face à la mobilisation sociale, la banque vient généreusement de "suspendre" la saisie pour une durée… de 20 jours !

D'ores et déjà, le collectif "Podem-Podemos" appelle à une semaine d'action contre les banques du 27 au 30 avril.

DÉFENDRE ENRIC, FAIRE CONNAÎTRE SES IDÉES, SA DÉMARCHE

Pour la défense d'Enric Durán, nous avons pensé que le plus utile était de faire connaître leur démarche et présenter leurs arguments. Sur le site internet de l'OCL, vous trouverez une bonne partie des textes qui compose la publication Podem ou Podemos et les liens nécessaires à leur intégralité en catalan et castillan.

On peut bien évidemment soulever des critiques, dire que les remises en cause ne vont pas au fond des choses et que la proposition de passer à un « post-capitalisme » par la désertion et l'élargissement de ses marges est sans doute insuffisante et un tantinet naïve : il y a un aspect science-fiction façon « nouvelle ère » qui nous ramène dans les gentilles utopies de l'après-68 (l'An 01 de Gébé-Doillon). Et puis aussi cette vision somme toute très classique, qui ne rompt pas avec une forme d'idéalisme et qui dit qu'avec des idées justes, des bons arguments rationnels, on va convaincre les "masses", leur faire "prendre conscience" de la "nécessité de"… D'un autre côté, dans la démarche de ce collectif, il n'est pas seulement question d'idées mais de passage à l'acte et ça, ça nous intéresse. Mais ce sont là des limitations secondaires car nous tomberions dans le même travers à vouloir seulement leur opposer une autre vérité : les voies d'une alternative sociale et politique au capitalisme ne sont pas déjà tracées, elles prennent déjà dans les faits – et prendront donc - des directions différenciées qu'il s'agira alors d'essayer d'articuler.

En Catalogne, dans l'Etat espagnol, dans une situation socialement pire qu'en France (avec l'effondrement du secteur de la construction) cette campagne peut être une épine dans le pied de la gauche politique au pouvoir au même titre que le mouvement étudiant contre le processus de Bologne, et les tentatives de populariser la perspective d'une grève générale, à partir de petits syndicats alternatifs, anarcho-syndicalistes, d'extrême gauche et d'organisations sociales, les syndicats majoritaires (UGT et Commissions Ouvrières), piliers de la gauche politique, étant bien évidemment opposés à tout mouvement social qui pourrait nuire au gouvernement Zapatero (à Madrid) et aux unions de la gauche gouvernant les régions et les municipalités.

A l'heure où les licenciements prennent de l'ampleur, où ici les travailleurs ne se laissent pas faire (grèves, occupations, séquestrations…), où de nombreuses professions se mobilisent, occupent l'espace public, manifestent, où la révolte contre ce système hésite encore à exploser mais qui est là, diffuse, palpable, il nous parait utile de mettre en discussion ces textes, ces idées qui contribuent à l'émergence d'alternatives au capitalisme, et participent à la réhabilitation de l'idée de révolution, de transformation radicale de la société.

Et puis, il y a Enric Durán qu'il va bien falloir faire sortir de prison. Une campagne pour sa libération aurait peu de sens si n'étaient pas diffusées les idées qui l'on amené à escroquer 39 établissements bancaires. Pour à la fois démontrer l'absurdité du système financier qui a des officines en bas de chez vous, prêt à tout pour gagner toujours plus d'argent, et financer les moyens d'une expression libre et digne de ce nom : pouvoir s'adresser à toute la population gratuitement et lui fournir pour une fois des éléments d'information et de réflexion utiles !

Oui, nous pouvons agir sans attendre. Oui nous pouvons nous passer du capitalisme, nous pouvons vivre sans banques, sans entreprises multinationales, sans argent, sans classe politique. Soyons le changement que nous voulons !

Le 20 avril 2009

Pour de plus amples renseignements: premsa@17-s.info

Pour en savoir plus

Le site de l'OCL : http://oclibertaire.free.fr/ avec des textes et une traduction (partielle) de la brochure en téléchargement.

Pour les "hispanohablantes", le site du collectif "Podem" ou "Podemos " : http://www.17-s.info/es. Le contenu du site, les contributions, les forums, etc. sont surtout en catalan.

Communiqué du groupe de soutien à Enric suite au rejet de sa mise en liberté et Appel à l'action (extraits)

Enric Duran est en prison pour des raisons politiques. Le pouvoir éloigne ainsi de la scène publique, une personne active et revendicative qui propose des alternatives. Enfermé dans une prison, on s'assure ainsi que son message soit beaucoup moins diffusé et qu'il soit loisible de faire à la population la morale sur ce qui est bien et mal.

Ce sont les banques qui nous escroquent jour après jour, en créant de l'argent à partir de rien, sous la forme de dettes avec intérêts qui ne pourra jamais être remboursé. Ce sont les banques qui enfreignent le contrat quand elles prêtent de l'argent qu'elles n'ont pas. Ce sont les banques qui vivent de notre endettement et de la spoliation des ressources de la planète. C'est ce système financier à la recherche de la croissance infinie qui nous conduit tous à ce désastre. Enric a voulu mettre en évidence ce modèle pervers et maintenant il se retrouve en prison. Le pouvoir a peur de ce qu'il ne peut surmonter et la répression est sa seule arme.

Enric a extrait 492.000 euros des banques en profitant du système pervers de l'endettement, il n'a fait que leur rendre la monnaie de leur pièce. Il a utilisé ces euros pour dénoncer le système et promouvoir des alternatives de société par l'intermédiaire de mouvements de base. Pendant ce temps, les cinq plus grandes banques espagnoles (Santander, BBVA, La Caixa, Caja Madrid et Banco Popular) ont remporté en 2008 deux millions d'euros chaque heure, ce qui correspond à un bénéfice conjoint de 17 590 millions d'euros. Les importantes aides de l'Etat aux banques ont été justifiées parce que ces chiffres signifiaient des pertes pour elles : l'année 2007 avait été en effet plus profitable de 18,5% !

Et que font-elles avec de tels profits ? Engraisser les salaires des cadres supérieurs, spéculer, contenter les actionnaires, financer des sociétés aux pratiques scandaleuses qui polluent et encouragent les guerres. Qui est le voleur? Qui devrait être en prison?

Groupe de soutien à Enric Duran



Strasbourg emporte l'OTAN

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Strasbourg et à Baden Baden a connu une vive mobilisation et une spectaculaire contestation. Le contre sommet qui s'y est déroulé n'aura pas surpris grand monde sur le fond, si ce n'est que malgré la répression croissante depuis une dizaine d'année, les contre sommets des puissants de ce monde continuent d'être des rendez-vous de plus en plus massivement confrontatistes avec les forces de polices. Mais le fait important qui aura marqué la mobilisation de Strasbourg aura surtout été la volonté délibérée de l'Etat Français de non plus réprimer massivement la contestation qui déborde mais de criminaliser l'ensemble du mouvement, quelques soient les modes d'actions adoptés et l'attitude plus ou moins complaisante avec le pouvoir. Ce en quoi les évènements de Strasbourg feront date, c'est l'officialisation par l'Etat Français, qu'en temps de crise, « celui qui n'est pas avec lui est contre lui ».

Le bilan officiel du sommet de l'OTAN est bien maigre

D'un côté, l'annonce « cadeau » de la France de Sarkozy à l'Amérique d'Obama de la réintégration française dans le commandement de l'OTAN devait ouvrir de nouvelles perspectives militaires. Mais, le sommet a essentiellement porté sur la nomination du premier ministre danois en exercice, Anders Fogh Rasmussen à la tête de l'Otan. L'annonce d'un renfort de 5000 militaires en Afghanistan (dont 150 gendarmes « formateurs » français) ne conforte que le conflit que l'OTAN a provoqué. Le projet politique de cette guerre reste flou ; même si la proximité géographique de la Chine, de la Russie, de l'Inde et du Pakistan ne peut cacher les enjeux idéologiques et stratégiques qui s'y jouent.

D'un autre côté, les questions qui devaient susciter des polémiques, notamment avec la Russie ont soigneusement été évitées. Il n'a donc pas été abordé (officiellement) ni l'entrée de la Géorgie ni l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. Comme nous l'écrivions précédemment *, en temps de crise, les capitalistes se serrent les coudes avant de se faire des guerres pour relancer leur économie.

Mais on peut aussi imaginer, qu'en cette période de tension sociale mondiale croissante, les annonces arrogantes des guerres à mener ne soient pas dans les plans de communication des dirigeants du monde, qui notamment pour le président étasunien, entend bien surfer sur sa vague médiatique favorable afin de faire le sale boulot. Et puis aussi, pourquoi ne pas en parler, la mobilisation très visible des opposantEs à l'OTAN et à son monde ne permettait pas non plus que le petit repas entre affameurs et bombardiers du monde ne puisse se dérouler de manière sereine : la aussi les plans de communications n'ont pas réponse à tout. Ce sommet aura donc été un échec complet en terme d'officialisation des politiques militaires à entreprendre. Mais à n'en pas douter, ils ne se sont pas contentés de gérer un planning de circonstance. Les mois qui viendront nous diront malheureusement bien plus sur les visées de l'OTAN que la « com » qui en a été faite à la sortie du sommet de Strasbourg.

Aussi il apparaît bien plus intéressant de se pencher sur la mobilisation à Strasbourg et à Baden Baden car pour le coup, on parle de notre côté, de la grogne, du mouvement, de la contestation, des expériences menées…

Le village autogéré

Le village a essentiellement été mis en place depuis Strasbourg par la Coordination Anti Otan, qui devait permettre à la fois un regroupement des libertaires, mais surtout des individus qui avaient envie de prendre des initiatives en dehors des jeux d'appareil politiciens. Cette coordination aurait pu faciliter l'auto-organisation de projets multiples et divers, notamment pour faire fonctionner et enrichir le projet du village, mais il n'en n'a rien été. Cadenassé par les groupes locaux d'organisations politiques (Fédération Anarchiste et No Pasaran), refusant pendant des mois de s'ouvrir autrement qu'à des logiques d'appareil, d'organisation ou de boutique, la coordination a fait preuve d'un tel immobilisme que, comme le dit la chanson, « ce fut reculer que d'être stationnaire ».



Le village fut « négocié » au final, avec beaucoup de complaisance (pour des révolutionnaires) avec la préfecture. Si bien que celle-ci n'accorda que ce qu'elle voulut bien donner, sans qu'aucun rapport de force concret ne puisse être mise en place et ne puisse inverser le cours des choses et ainsi les miettes que le colosse voulait bien accorder. Un moment, nous avons même craint que la préfecture de l'Etat français veuille revenir sur le « pacte d'intérêt » qui nous liait (pour eux, concentré dans un lieu, nous étions « endigués », pour nous, nous pouvions mobiliser). Sans aucun rapport de force, nous étions à leur gré et nous pouvions nous retrouver tout nus à tout instant. Des listes de lieux vides sur la ville heureusement circulèrent alors, comme une ultime menace au cas où… La préfecture recula un peu et accorda finalement lors des dernières négociations entre deux couloirs que le village pourra commencer à s'installer. Cela fut le cas mais sous un contrôle policier aussi régulier qu'arrogant (voir chronologie).

La mise en place du village fut essentiellement prise en charge par des groupes venus d'Allemagne et par des militants du réseau *Dissent.* La Coordination Anti-Otan s'auto désintégra avant que l'événement ne commençe, reflétant ainsi son aspect coquille vide que certains avaient voulu cacher si longtemps. Celles et ceux qui étaient arrivés à constituer des commissions, faisaient vivre ces structures (Medical Team et Légal Team). Les militants de No Pasaran s'engouffraient dans un centre de convergence qu'ils avaient estampillé des sceaux de leur organisation. La salle Molodoï était ainsi devenu de toute évidence le lieu de No Pasaran, avant d'être un centre de convergence du contre sommet, avec en première place, le stand « boutique », ses tee-shirt, pins etc. Ce lieu n'était donc que si peu un centre de convergence que le jeudi soir 2 avril, alors que plusieurs centaines de personnes étaient arrêtées et qu'au compte goutte celles et ceux qui sortaient du commissariat se dirigeaient vers le centre de convergence, ils trouvaient porte close. Normal, les heures d'ouverture de la boutique étaient achevées ! Dans le registre « nous ne dirons pas que du bien de nos amis anars », précisons quand même que le groupe de Strasbourg de la Fédération Anarchiste, après s'être octroyé des lauriers avant même la bataille en faisant apparaître très clairement sur leur site internet qu'il « était à l'initiative de la coordination anti-otan » (merci pour les autres !), avait décidé un mois avant le sommet de se retirer de « tout » ! Personne ne les vit donc, les mains dans le moindre cambouis, si ce n'est à coller les affiches de leur propre offi-

* Courant Alternatif N°187, Sommet de l'OTAN et contre sommet à Strasbourg en avril, p24-26, février 2009

cine tandis que les autres militants peinaient à jongler entre les initiatives à prendre et les affiches de la coordination à coller. Ce qui suscita un commentaire sur la liste interne de la préparation : *La FA qui colle « ses » affiches et No Pasaran qui organise « son » centre de convergence : on reconnaît clairement les organisations politiques qui se servent du mouvement et celles qui servent le mouvement...*

Le village se bâtit donc essentiellement avec l'expérience et les fonds récoltés lors du contre sommet du G8 à Helligendam. La gestions de ces fonds fut assez surprenante et donc âprement discutée. Ainsi le capital de départ « investi » devait être au minimum reconstitué. En gros, l'argent devait faire de l'argent, et la logique mercantile accompagner l'organisation du village. Concrètement le débat fut de savoir si on investissait dans l'achat massif de bière, afin d'en vendre un maximum et ainsi renflouer la cagnotte ou si dans la carence évidente de l'organisation du village, on privilégiait les formes politiques qui elles aussi nécessitaient du fric. Derrière ce débat, il y aurait beaucoup de choses intéressantes qui pourraient être dites (logique d'événement, concentration des pouvoirs, mode de décision de la structuration...) qui révèlent en elle même une somme de critiques que l'on peut faire sur la logique des contre sommets.

Et puis, durant la petite semaine, ce qui fut nouveau dans ce « village » fut les comportements politiques des uns et des autres. La forme du camp n'est en soit pas nouvelle. Prague, Evian, Helligendam et surtout les campements Noborder ont allègrement structuré les mobilisations autour d'un lieu de campement. Ce qui fut nouveau à Strasbourg, et qui n'est pas très réjouissant pour l'avenir fut le fossé immense entre (pour faire vite) les hippies et les paranos. Les hippies étant celles et ceux qui étaient venus avant tout pour la fête (concerts, rencontres, bédos...) dont certainEs ne quittèrent même pas le village pour les manifs. Les paranos étant celles et ceux qui complètement cloisonnéEs dans leur « groupe d'affinité » refusaient tout contact avec l'extérieur, ne participant en rien à ce qui pouvait être discuté avec des gens qu'ils et elles ne connaissaient pas. Ainsi, alors que les autres campements avaient permis de mener des actions collectives, décidées ensemble, à Strasbourg cela fut peu le cas, et quand cela le fut, ce fut laborieux, difficile et pas aussi efficace que cela aurait pu l'être (ex : action sur le pont de l'Europe lors du refus de passage des camions de légumes). Ce clivage peut être expliqué par le manque de structuration collective initié lors de la préparation comme les campements noborder avaient pu l'initier : le village découpé en « barrios » (quartiers) quotidiennement se réunissent et envoient des mandatés à une assemblée générale « interbarrios » qui gèrent et facilite la gestion collective du village. Mais ces comportements sont aussi les conséquences de choix initié lors de la préparation (volonté qu'il y ait un maximum de monde) et de notre période (mythe insurrectionaliste qui veut que l'insurrection qui viendrait soit la réponse à tout).



Ainsi le bilan du village est assez contrasté. Il a permis à chacunE qui voulut venir de trouver un endroit pour mettre ses guêtres. Il a été un lieu central de la contestation. Mais beaucoup trop central, car encadré en permanence par la police, il fut surveillé et toutes les personnes s'y rendant (même les habitantEs du quartier voisin) furent fichées. Ce fichage général et la facilitation que le village permit devra dans les initiatives prochaines interroger les formes de structuration de celles et ceux qui voudront organiser des contre-sommets.

Les blocages

La presque exclusivité des blocages du sommet de l'OTAN à Strasbourg furent initiés et organisés par un collectif européen « Bloc Nato ». La logique de ces blocages est assez connue lors des contre-sommet puisque c'est cette méthode qui fut mise en place à Seattle en 99 lors du sommet du FMI et qui reste une référence. Le problème est qu'à cette époque l'effet de surprise permit de faire beaucoup de choses alors que maintenant c'est plus la stratégie des flics qui est l'effet de surprise !

Dans les diverses réunions de préparation, il apparut assez rapidement qu'il n'y aurait pas assez d'engouement pour effectuer les nombreux points de blocages qui permettraient efficacement de peser sur le déroulement du sommet même. Un millier de personnes s'y essayèrent donc mais les effets furent très négligeables. C'est que ce regroupement s'appuie sur l'alliance de groupes non-violents et de groupes confrontatistes. Les non-violents voulaient s'approcher au plus près des lieux du sommet et ainsi récupérer une visibilité médiatique et voulaient que les groupes confrontatistes qui participaient à l'organisation « occupent » la police en marge. Cette méthode a fonctionné lors de certains sommets. Mais à Strasbourg, les confrontatistes au dernier moment ne jouèrent pas cette partition et la plupart préférèrent rejoindre le lieu de la manifestation du samedi après-midi plutôt que de servir d'appât à certaines têtes médiatiques qui n'apportent pas toujours la reconnaissance de la technique de la diversité d'action. Si bien que celles et ceux qui s'engouffrèrent au petit matin pour former des points de blocages se jetèrent dans la bouche grande ouverte du lion et eurent ainsi le peu d'efficacité, si ce n'est symbolique, qu'ils et elles étaient venus chercher.

La manifestation du samedi

La manifestation du samedi après-midi à Strasbourg devait être l'événement du contre-sommet. Pour cela, ce fut un rendez-vous réussi ! Le parcours fut négocié par l'ICC (Centre de Coordination Internationale) qui regroupent les classiques organisations de gauche et d'extrême gauche. Leur volonté fut de pouvoir défiler dans Strasbourg, ce que le pouvoir leur refusa jusqu'au bout. Ils et elles pensèrent le jour de la manifestation pouvoir imposer un parcours, comme cela se fait souvent dans les grandes capitales quand les représentantEs se présentent comme étant les interlocuteurs des dizaines de milliers de personnes qui se trouvent derrière elle. Elles firent donc ce jour là une énorme erreur politique...

Depuis novembre 2001, lors d'une réunion des polices qui avaient dû faire face aux contre-sommets de l'époque, à Rotterdam, les représentants de ces polices décidèrent pour endiguer ces manifestations de n'autoriser que des parcours dans les quartiers populaires (afin que s'il avait de la casse, cela soit politiquement facilement condamnable) et deuxièmement que lors de la dispersion, la manifestation soit dans une zone « déserte » afin de graduellement réprimer celles et ceux qui tarderaient à se disperser. De mémoire, Bruxelles, Evian ou Helligendam furent pensés sur ce schéma. A Strasbourg, la tactique est montée d'un cran, puisque la manifestation ne put jamais réellement partir et que le quartier du Port du Rhin, qui est la proie d'un gigantesque plan de restructuration immobilier, fut une zone de paint ball pour la police. Les habitantEs ont ainsi été considéréEs comme une population de valeur négligeable.

L'enjeu politique n'était plus de réprimer les confrontatistes, mais plus comme à Gènes, lors du contre sommet du G8, (la violence du corps à corps en moins) de terroriser une manifestation dans son ensemble, de la criminaliser, d'intimider pour les rassemblements prochains, bref de dresser. Aussi, ces organisations politiques qui disent n'avoir rien vu venir et qui s'en prennent pour certaines aux confrontatistes comme ayant été les éléments déclenchants de cette répression, se trompent énormément. Ils et elles se trompent évidemment politiquement d'ennemiEs. Ils et elles sont à côté de la plaque dans l'analyse de notre période et dans la réaction des gestionnaires de cet ordre mondial immonde. Enfin, ils et elles se trompent sur le terrain, puisque lors des attaques et des harcèlement répétés de la police, c'est bien la défense de la manifestation qui a empêché à la police de provoquer les bavures indéniables qui auraient pu se passer. Aussi dans les débats qui ont suivi, dans le flot des analyses, nous retiendrons cette dame venu manifester et qui affirmait que la fois prochaine elle « se mettrait derrière les lanceurs de cailloux qui ont été les seuls à la protéger et à lui permettre de manifester »...

De plus, les casses qui ont eu lieu de la part de manifestantEs, ont toutes été des casses politiques : douane, caméra de surveillance, banque et hôtel du groupe Accord (le groupe Accord collabore à l'expulsion des sans-papiers en mettant à disposition ses chambres; les femmes de ménages de ce groupe, dont une partie étaient sans-papier, ont mené une lutte exemplaire face à une direction qui s'est comportée comme des esclavagistes. Enfin le même hôtel, pour les mêmes raisons, avait déjà été saccagé en 2002 lors du campement Noborder à Strasbourg. Le feu qui pris forme ensuite, avec des habitations à côté nécessite beaucoup plus de prudence, étant donné le déroulement des faits. D'ailleurs aucun groupe ne l'a revendiqué).

Que les journaux (du torchon local, les Dernières Nouvelles d'Alsace à L'Humanité) aient fait la une le lundi, jour des comparutions en justice des quelques lampistes à qui l'Etat Français voulut faire porter le chapeau, sur les « casseurs » révèle la propagande d'Etat. Les *DNA* mettaient à la une, la pharmacie, qui prit feu parce que la banque qui se situait à côté ne fut jamais éteinte, comme une démonstration que ce qui fut attaqué l'aurait été de manière gratuite. Ce jour là, rien n'était gratuit. Ni les flash ball de la police ni la radicalité de l'expression de la colère.

Ce que nous pouvons penser des contre sommet : La répression

Les trois quarts des flics de France étaient ce week-end là à Strasbourg. On peut se demander alors pourquoi ne pas en avoir profité pour faire des choses ailleurs ! De plus, le rendez-vous de Strasbourg était du point de vue de la répression un traquenard. En effet, la presque totalité des BAC (Brigade Anti-Criminalité) était dans la capitale alsacienne. Il avait certainement été prévu que la manifestation soit attaquée à un moment par l'impressionnante mobilisation de flics en civil, où chaque BAC de chaque ville avait ses « agitéEs » à aller chercher. Mais vu le nombre impressionnant de confrontatistes et de personnes qui soutenaient la confrontation qui étaient présentEs dans la manifestation (et pas uniquement celles et ceux qui étaient habillés en noir), ils n'ont ni pu ni voulu y aller. Par contre le fichage systématique et global auquel il fut procédé pendant la petite semaine doit nous amener à réfléchir et à agir face à cela. On a ainsi pu constater lors des procès des lampistes qui étaient trainés devant la justice dans les jours qui ont suivi que les procureurs n'hésitaient pas à annoncer que telle personne était connue des services de police, non pas au vu d'une condamnation quelconque (la presque totalité des interpellés a des casiers judiciaires vierges) mais des fichages qui ont été procédés lors de rassemblements précédents. Et comme pratiquement tous les manifestantEs de Strasbourg ont été fichés à un moment ou l'autre, on voit très bien le mécanisme de criminalisation du mouvement social qui se met en marche : fiché à une manif, trainé devant les tribunaux à la suivante !

Mais au final, les 23 procès tenus contre des participants aux manifestations et les 10 personnes (de trop) en taule encore aujourd'hui sont relativement faibles en rapport à ce que l'Etat français aurait voulu faire. En cause, certainement l'improvisation arrogante de la police française dans son manque de collaboration avec la police allemande qui s'est même étalé dans les journaux locaux avant le sommet. Quand on connaît l'histoire alsacienne et la prétention jacobine française à gérer cela mieux que l'Allemagne, on a soudain souri en Alsace car cela nous renvoyait à des discours que l'on n'avait plus l'habitude d'entendre. Idem quand on a perçu le discours très parisien de Sarkozy sur « les casseurs allemands venu détruire à Strasbourg les symboles de la république » (sic). De plus de nombreuses procédures judiciaires ont été abandonnées car, faites à la va-vite et bâclées, elles auraient certainement permis aux avocatEs de la Légal Team, en plus de pouvoir défendre au mieux les prévenus, de montrer le caractère complètement improvisé et arbitraire de la répression.

On s'est connu, on s'est reconnu

Le contre sommet de Strasbourg fut comme tous les contre sommets un moment privilégié de rencontre politique, entre militantEs, mais pas uniquement. La première notion qui nous a toutes et tous traversé pendant cette période a été le plaisir que nous avons partagé. Certes la température et le soleil estival ont beaucoup ajouté à cela, mais il est ressorti chez de nombreux participantEs que les notions d'efficacité et d'expérience nous avaient rendu plus fortEs, là où la répression d'Etat devait nous fragiliser. Il semble (il faudrait pour cela voir les conséquences dans les luttes à venir) que des personnes se soient mieux connues, des réseaux aient pu faire des choses ensemble et que les expériences entamées pourraient donner lieu à des bilans constructifs pour que ce qui se soit passé à Strasbourg ne représente pas un modèle mais un ensemble d'outils à réutiliser et à réadapter ailleurs, localement.



Très clairement, certaines organisations politiques on montré le visage tranquille de l'anarchisme, toujours prompt à parler des luttes radicales du passé comme un bel exemple mais incapable de prendre pied avec ses références-là dans le présent. A tergiverser et à ne rien oser, il y a ainsi une forme très insipide d'un militantisme d'aujourd'hui. Ainsi par exemple Alternative Libertaire avait un pied dans la Coordination Anti-Otan (dit les « radicaux ») et un pied dans l'ICC (dit les modérés »). Dans de telles organisations, le militantisme se vit avant tout dans un imaginaire libertaire que de tels événements remettent (et c'est tant mieux) au juste niveau que l'imaginaire ne fait pas la réalité : l'histoire s'écrit au présent ! D'un autre côté, celles et ceux qui théorisent tellement l'insurrection comme une fin en soi, ont montré que question grands discours, ils et elles peuvent occuper la place, mais question « équipement » de l'insurrection, celles et ceux qui avaient fait commande, attendent toujours !

Les actions qui ont le mieux fonctionné ont été celles qui ont été dans l'action du moment, entre le pragmatisme et la sérénité du socle qui nous a mené là où nous étions. Ce que nous avons partagé avec beaucoup de personnes fera certainement de notre vie de militant des références.

Ainsi, nous avons constaté que quand des caméras de surveillance étaient hors d'usage dans les quartiers, cela favorisait d'autres formes d'actions, avec une peur en moins. L'absence complet de délation de la part des habitantEs est un échec patent du pouvoir en ces temps où il cherche absolument à accentuer la forme du contrôle promu par le citoyennisme. Du côté de la population strasbourgeoise (et Strasbourg n'est pas une ville historique de lutte !), l'ambiance était différente de celles de certaines organisations politiques qui ont tenté d'aider la police et la répression (voir encadré). Du côté de la population, on a vu souvent les portes s'ouvrir pour les manifestantEs et se refermer pour la police. Quand on parle de plaisir, c'est que cela a été vécu !

Du point de vue local Quelque part, la stratégie du pouvoir d'avoir créé des zones de

conflits dans des zones populaires en privilégiant la sécurité à outrance des zones « chics » a échoué. Malgré la propagande locale sur « la casse », la population du port du Rhin ne s'est pas trompé d'ennemis en accusant les autorités locales et nationales de l'avoir sacrifiée. Quelques jours plus tard, quand une partie de la population manifesta sa colère, elle était clairement destinée aux autorités et il n'y a bien que les torchons locaux pour tenter la grande pirouette de vouloir monter les victimes de ce monde de merde les unes contres les autres. Dans les alentours du village, dans le quartier de la Ganzau, où la police usa sans discernement de gaz et bombes assourdissantes, la population a très clairement exprimé à l'adjoint au maire (très justement chahuté), venu tenir une conférence pour se justifier, que le problème fut celui du comportement de la police et non des « villageois ». Car évidemment si la police ne fut pas là, il n'y aurait eu aucun problème ! Dans le quartier populaire du Neuhof, ce fut un constat de chacunE que les petites pressions locales de la police de « très grande proximité » avaient disparu pendant un temps ; le problème c'est que cette police s'est bien rattrapée dans les jours qui ont suivi…

Un autre phénomène local qui mérite d'être souligné est l'implication du mouvement des étudiantEs et des enseignantEs chercheurs dans cette petite semaine. De telles jonctions et de tels moments vont laisser de bonnes traces et de bonnes expériences !

Par contre, au niveau des réseaux militants, au vu de ce qui a été écrit ici, il est évident que l'on en sort avec beaucoup d'amertume. Alors que, dans ce genre de préparation les liens se ressoudent, que le fait de faire ensemble de la politique rapproche les conceptions et que d'avoir un objectif commun permette de s'écouter en dehors des rancunes partisanes préétablies, à Strasbourg, cloisonnée par des pratiques de clans et de bandes, matérialisée par des esprits de boutique exclusivement en concurrence permanente avec le goût démesuré pour les accroches « très personnelles », les réseaux militants sortent du contre sommet aigris, surtout quand ils pensent que les réseaux de lutte sont avant tout des regroupements de chapelles. Quand à nous, nous avons déjà fait fi de cette aigreur et avons préféré y voir la chaleur des rapports de lutte avec ceux et celles avec qui nous avons milité. C'est en cela aussi que la militance rend plus claires les choses et plus évident ce qui est possible et ce qui l'est moins.

Car la question de Strasbourg et de l'OTAN pourrait ressurgir dans les mois ou les années qui viennent. Certaines tractations et certaines visites précédant le sommet du 60e anniversaire laissaient présager qu'en coulisse des projets se dessinaient: Strasbourg abandonnerait le parlement européen et récupèrerait en échange le siège de l'OTAN, Bruxelles abandonnant l'un et récupérant l'autre. L'occupation militaire vécue à Strasbourg le temps d'une petite semaine pourrait ainsi devenir permanente. Strasbourg aurait plus qu'emporté l'OTAN, elle l'aurait remporté … à suivre évidement.

Commission Journal de Strasbourg - 26 avril 09

Les casquettes de la CGT étaient des képis du NPA

Il est 15H30 environ, aux alentours du pont Vauban, ce samedi 4 avril, quand le gros de la manifestation se heurte au barrage des forces de police qui refuse le passage au cortège. La manifestation devait traverser le pont ; cela avait même été négocié en haut lieu. Les différents cortèges devaient s'engouffrer dans le haut du quartier du Neudorf et faire un bout de chemin avant de revenir sur leurs pas. Mais la manifestation est bloquée, là, après avoir fait à peine un kilomètre, difficilement, sous les gaz qui étaient projetés depuis des hélicoptères. Soudain, la sono de l'Union départementale CGT 67, l'UD locale, annonce que le pont d'Anvers, plus haut est ouvert. Quelques militants de la CGT coiffés à raison de casquettes, sous ce soleil plombant de printemps, dirigent la manifestation en direction du pont d'Anvers. Quelques uns de ces militants sont connus localement puisque en plus que d'être syndiqués à la CGT, ce sont des ex-militants de la LCR, nouvellement encartés au NPA, bien connu pour être des aficionados du service d'ordre et du coup de poing facile, des « bolchéviques d'acier » aiment t-ils s'appeler.

Mais au même moment au niveau du pont d'Anvers, les affrontements font rages. Un petit millier de personnes essayent de faire plier l'impressionnant barrage policier. Pour sur, si le rempart venait à lâcher, la manifestation pourrait se diriger vers le lieu où le sommet de l'OTAN a lieu.

Aussi quand le haut du cortège de l'UD 67 arrive aux niveaux de l'affrontement, l'incompréhension est totale entre des confrontatistes et les mille, deux milles ou trois milles personnes qui affluent, happées par l'appel d'un hypothétique passage. Le service d'ordre de la CGT qui regroupe une cinquantaine de personnes va pendant une bonne demi-heure tenter le coup de force avec les confrontatistes. Un témoignage racontera même avoir entendu un de nos militants CGT/NPA crier « ne vous en prenez pas à nos camarades policiers ! ». Les échanges sont sévères, essentiellement verbaux, mais de part et d'autres quelques coups sont échangés. Les milliers de personnes venus au Pont d'Anvers sont dégoûtés par le spectacle et ne manifestent aucune envie de s'en prendre aux confrontatistes. La plupart vont d'ailleurs quitter l'endroit, et très peu vont soutenir la manœuvre, somme toute très peu habile qui rappelle les tristes manipulations de la CGT en d'anciens temps. Ce qui fait que là où les CGT/NPA pensait monter une partie de la manifestation contre les confrontatistes afin de se présenter comme les vrais dirigeants du rassemblement, et espérer que la préfecture les laisse passer (quelle naïveté politique !), tout cela tombe en eau de boudin…

Pendant ce temps, la police a profité de l'accalmi provoquée par la dissension pour encercler une partie du regroupement. Une bonne partie des confrontatistes a vu l'encerclement arriver et a fui le piège. Nos amis du service de l'ordre aussi. Mais quelques centaines de confrontatistes et un petit millier de personnes venu là car on leur avait annoncé le pont ouvert se sont retrouvés pris au piège. La police charge. Les confrontatistes sont pris au piège et n'ont d'autres solutions pour se protéger que de harceler vaillamment la police qui avance en pas serrés. La petite foule recule jusqu'à se retrouver à quelques mètre du bassin du Rhin. CertainEs, apeurées par la violence des gaz, des flash ball hésiteront même à sauter dans l'eau. Rappelons que même si l'air est estival, en ce début du mois d'avril, l'eau du Rhin ne peut pas dépasser les 10°. C'est un instant de panique et de vives inquiétudes qui durera une vingtaine de minutes. Un groupe de confrontatistes, plus haut, harcèlera les policiers qui se trouvaient face aux manifestantEs, les coinçant ainsi entre deux vagues bleus peu hospitalières. La police n'osera ou ne pourra donner un assaut final, et les personnes qui n'avaient pas choisi la confrontation sortiront d'une manœuvre qu'ils et elles n'avaient pas choisi.

Moralité : On savait que le NPA lorgnait sur l'espace politique du Parti Communiste, on sait maintenant que certains de ces membres sont même prêts à endosser les pires méthodes pour lui ressembler.

Les Blacks Blocs n'existent pas

Le terme Black Bloc vient d'Allemagne dans les années 80 et il est dès son apparition et jusqu'à maintenant essentiellement un qualificatif utilisé par les flics et donc par la presse qui reprend ce que les flics veulent faire circuler. Black Bloc est la traduction de Schwarz bloc qui signifie en allemand Bloc Noir. C'était ainsi que les flics allemands et sa presse appelaient les squatteurs des années 80 qui afin de ne pas se faire reconnaître lorsqu'ils et elles quittaient les squats face à la police s'habillaient toutes et tous de noirs. Plus tard, toujours en Allemagne, les flics réutilisaient le terme de Schwarz(er) bloc pour définir les manifestations où les participantEs étaient habilléEs en noir.

A Seattle, en 1999, toujours les flics et leur presse parlèrent des « blacks blocs » en désignant celles et ceux qui habilléEs de noirs attaquèrent la police, défendirent les point de blocage et saccagèrent les bâtiments du capitalisme (banques …)

Il n'y a jamais eu aucun groupe sérieux qui se soit revendiqué ni du Schwarz bloc ni du Black Bloc. S'habiller en noir et se couvrir le visage afin de ne pas être reconnu est uniquement une méthode d'action. Le fait de vouloir être anonyme et se fondre dans une masse ne représente pas uniquement le fait de faire des actes illégaux, comme l'est la confrontation avec la police, le saccage d'établissements bancaires ou d'autres établissements représentant le capitalisme. On peut se vêtir de noir par soutien pour d'autres qui le feront, comme on peut pour diverses raisons personnelles vouloir rester anonyme dans certaines manifestations (soutenir mais ne pas être reconnu). Le problème, c'est que les flics peuvent très bien aussi se cacher sous cette forme, ce qui montre une des limites de ce moyen d'action.

Les Blacks Blocs n'existent donc pas comme une entité politique. Il n'y a ni programme ni projet politique même si ces dernières années, une bonne partie des militantEs utilisant ce moyen d'action se revendiqueraient volontiers anarchistes.

Les personnes s'habillant en noir ne sont pas non plus les seules à utiliser la confrontation comme moyen politique pour se faire entendre. A Strasbourg, de la même manière que toutes les personnes habillées en noir n'étaient pas forcement confrontatistes, tous les confrontatistes n'étaient pas habillés en noir. En effet, de nombreuses personnes aux visages dissimulés avaient des habits de toutes les couleurs et les habitantEs de la ville qui se sont confrontés avec la police ignoraient même cette méthode d'action qui permet de faire face à la répression qui utilise toutes les caméras et les appareils photos pour les reconnaître et les condamner.

Alors aujourd'hui, certes quelques vendeurs de tee-shirt et de gadgets révolutionnaires font leur choux gras entre mickey Mouse et Che Guevara, mais il nous semble important de préciser le caractère imbécile de vouloir se reconnaître à partir de catégories policières servant pour la répression, car c'est justement ce qui permet de nous réprimer, comme certains le font en réutilisant aussi facilement les termes d'ultra gauche, d'anarcho-autonome qui comme les termes de casseurs, d'hooligans ou de vandales ne servent qu'à appauvrir les outils qui forgent notre envie de changer le monde et les méthodes que l'on se donne en fonction des moyens que l'on a et des objectifs que l'on veut atteindre.

Un confrontatiste un jour,
un pétitionnaire un autre,
un révolutionnaire toujours.

Chronologie du contre sommet mars-avril 2009

Vendredi 27 mars :
. Ca y est, c'est officiel, le journal Le Monde l'écrit : "La ville de Strasbourg est transformée en bunker pour le sommet de l'OTAN". Les accords de Schengen sont levés et les contrôles aux frontières rétablis.

Dimanche 29 mars :
. Le président des Enfants de Don Quichotte Strasbourg, actif dans la préparation du contre-sommet est placé en garde à vue pour une embrouille à deux balles dans la rue avec un de ses amis. Ils seront condamnés le lendemain en comparution immédiate.
. La BAC entre sur le village qui doit accueillir le village autogéré et contrôle les personnes présentes. Ces contrôles et les intimidations dureront tout autour du village jusqu'à son démontage.

Lundi 30 mars :
. A Freiburg en Allemagne, 2500 personnes manifestent sous le slogan « Démolissons les architectures de sécurité ! » et « Faisons l'histoire de l'OTAN »
. A Strasbourg, en soirée, la police « passe » dans le centre de convergence Molodoï lors d'un spectacle de marionnettes et photographie les lieux et les personnes présentes.
. Sur le village, un hélicoptère s'installe en position stationnaire. Il y restera pendant toute la durée, ou pas très loin.

Mardi 31 mars :
. Devant le centre de convergence, un contrôle d'identité de la BAC dont la voiture était immatriculée dans l'Oise se finit par ces mots « si je te revois vendredi ou samedi, tu t'en prendras plein la gueule »
. Les deux camions transportant des légumes pour le village autogéré sont bloqués à la frontière. La raison ? L'une de ces personnes aurait été fichée (mais non condamnée) et elle avait sur elles le Pense Bête Juridique de la « Légal Team »...
. Premiers lancements de gaz lacrymogène et de bombes assourdissantes autour du village autogéré.

Mercredi 1 avril :
. Action sur le pont de l'Europe qui enjambe le Rhin, reliant ainsi la partie française et allemande de Strasbourg-Khel en soutien avec toutes les personnes bloquées aux frontières dont les deux camions de légumes. Un drapeau de l'OTAN est décroché. Huit personnes sont interpellées.

. Contre les politiques sécuritaires, plusieurs centaines de personnes manifestent autour de la « zone rouge », entourées par autant de policiers en civils... et ce qui va avec.

. L'ensemble des « référés libertés » déposé par des avocats de la « Légal Team » sont rejetés. Ainsi, par exemple, même s'il a été admis que l'installation des caméras de surveillance installées pour l'occasion n'a pas suivi les procédures ordinaires, le tribunal a estimé « indispensable que des mesures de sécurité à l'échelle des menaces proférées soient prises ».

Jeudi 2 avril :
. Une manifestation est organisée suite à la mort de Ian Tomlinson lors du G20 à Londres. Le millier de personnes part du village autogéré, traverse le quartier populaire du Neuhof puis se fait bloquer. Le cortège est ensuite attaqué par un impressionnant dispositif policier et militaire. Deux jeeps de l'armée française sont endommagées. Un militaire sort même son arme de poing face aux manifestantEs. Puis, coincé dans un bois du Neuhof, 500 personnes sont interpellées dans des conditions de véritable « chasse à l'homme ». Deux habitants du quartier populaire du Neuhof seront ensuite condamnés pour avoir jeté un pétard sur les policiers depuis leurs scooters. Lors du procès, le procureur demandera 18 mois de prison ferme pour la personne majeur accusée de complicité pour avoir prêté son briquet qui aurait allumé la mèche. Verdict le 12 mai 2009.

Vendredi 3 avril :
. Une manifestation d'une cinquantaine de clowns est bloquée par la police dans le quartier du Neuhof puis attaquée par la police. Outré par le fait qu'on attaque des clowns, la partie gitane du quartier, le Lupovino, laisse entrer la manifestation et empêche la police d'entrer. Il y a des choses qu'on ne fait pas chez les gitans : on ne gaze pas les clowns ! La police encercle alors le village afin que la manifestation ne puisse rentrer et une véritable guérilla urbaine se développe autours du village. Des barricades, certaines enflammées s'opposent aux forces de l'ordre de la fin de l'après midi jusqu'à la soirée. Du côté des manifestantEs, une vingtaine de blesséEs sont dénombrés, principalement suite aux déflagrations de bombes assourdissantes tirées à hauteur de corps.

Samedi 4 avril :
. Durant la nuit de nombreux quartiers du centre de Strasbourg sont intégrés dans la « zone rouge ». La ville est coupée du reste du monde.
. 5h00 : Deux groupes de plusieurs centaines de personnes essayent de se positionner afin de bloquer les accès du sommet de l'OTAN.
.7h00 : Les deux groupes se font gazer par la police. Les manifestantEs essuient des tirs de Flash Ball.
.7h30 : Un demi millier de manifestantEs confrontatifs parties du village réussissent à passer un barrage de la police et se dirigent vers le centre-ville.
9h : Après de violents échanges, route du Rhin, les confrontatifs se replient en direction du quartier du port du Rhin où doit avoir lieu en début d'après-midi la manifestation « officielle ».
10h : Un demi millier de personnes partent du village et se dirigent vers le quartier du Neuhof. Dans le quartier, les personnes sont au balcon, d'autres sont aux portes d'entrée des immeubles où de grandes discussions entre manifestantEs du village et habitantEs du quartier ont lieu. C'est comme un parfum de grève générale ou tout s'arrête et où tout se discute.
10h30 : Un flot impressionnant de plusieurs milliers de personnes alimenté à partir du village remonte sur plusieurs kilomètres, jusqu'au pont Vauban.
11H : Violent affrontement sur le pont Vauban. La police empêche les manifestantes d'accéder au début de la manifestation qui doit débuter à 13h.
11H15 : Une manifestation à Kehl, du côté allemand, débute. Elle rassemble 3000 personnes.
11h30 : Trois personnes blessées lors des affrontements sur le pont Vauban sont évacuées.
12h : Une bonne partie de la ville de Strasbourg est incluse dans la zone rouge. Une grande partie des manifestantEs convergent vers le pont Vauban afin de pouvoir se rendre au pont de l'Europe, lieu du début de la manifestation. Les affrontements sont de plus en plus violents.
12H15 : La police recule, les manifestantEs passent le pont Vauban et se dirige vers le pont de l'Europe.
12H40 : Une dizaine de millier de personnes sont présentes devant le pont de l'Europe, côté français. Trois mille du côté allemand. Les deux manifestations ne peuvent se rejoindre, du fait d' une impressionnante présence policière sur le pont de l'Europe. Le poste de douane, côté français est mis à sac puis incendié.
13h30 : Sur les lieu du départ de la manifestation, une banque est démontée et un hôtel Ibis, appartenant au groupe Accord est mis à sac. Des barricades sont enflammées, pendant que des dizaines de milliers de personnes affluent pour participer à la manifestation.
14h15 : La police commence sa charge sur la manifestation. Le pont Vauban est à nouveau fermé. 30 000 personnes sont alors enfermées dans la souricière du quartier du port du Rhin qui est encerclé géographiquement par les canaux ou les bassins du Rhin. De l'autre côté du pont Vauban, au moins 10 000 personnes qui voulaient parvenir à la manifestation ne peuvent la rejoindre, bloqué par la police.
14h20 : La banque qui a été saccagé prend feu. Le feu s'étendra dans le quart d'heure qui suit à la pharmacie qui est attenante.
14h30 : Les organisations politiques qui avaient prévu tribunes et stands de saucisses et qui depuis les charges de police se trouvaient dans une atmosphère irréelle de gaz et d'hélicoptères volant à basse altitude, décident de faire débuter la manifestation vers Strasbourg.
14h45 : Alors que la manifestation est partie et que la police l'encercle, l'hôtel Ibis qui avait été saccagé prend étonnamment feu à ce moment là.
15h : Une petite dizaine de cars de CRS se trouvent en plein dans la manifestation qui avancent. Caillassés dans un premier temps, les cars démarreront en trombe ensuite au milieu de la foule éberluée.
15h30 : Le gros de la manifestation est bloqué au niveau du pont Vauban. Environs un millier de personnes se dirige vers le pont d'Anvers situé plus haut, qui ouvrirait la voie vers le lieu du sommet de l'OTAN. Ils s'affrontent violement avec la police.
16h : La police attaque systématiquement la manifestation, la coupant en plusieurs morceaux et harcelant à coup de gaz, de flash ball et même de pierres les groupes.
17h : les premières personnes arrivent à sortir de la souricière par la rue du Havre qui mène au village et au parking principal où sont stationnés les bus. Les personnes sont systématiquement photographiées et la plupart sont fouillés. Il est demandé de retirer tout drapeau. Quelques personnes sont interpellées.
17h30 : De petits groupes errent encore dans le quartier du port du Rhin. Ils sont systématiquement harcelés par la police.
18h30 : Attaqué par la police, les derniers groupes quittent le quartier du port du Rhin par la rue du Havre.
19H30 : La police est positionné tout autours du village et contrôle systématiquement toutes les personnes. De nombreuses personnes sont interpellées.

Dimanche 5 avril :
13h30 : 17 véhicules de polices et un blindé se positionnent autours du village.
14h : Toutes les personnes qui veulent sortir du village sont systématiquement fouillées. Les filles le seront par des hommes à la vue de tout le monde. La police confisque les livres, les habits de couleurs noires, des appareils photos et procèdent à des interpellations.
16h : De nombreuses personnes sont contrôlés et fouillés dans la gare de Strasbourg. Là aussi on confisque des appareils photos.
17h : Le rassemblement qui devait avoir lieu devant le commissariat contre la répression de la veille et qui dans ces conditions de contrôle incessant a réuni peu de monde se termine. Une membre de la « Légal Team » et un membre d'Indymédia sont interpellés avant d'être relâchés.

Lundi 6 avril :
14h : Début des audiences de comparution immédiate pour les « anti-Otan ». Entre la presse bourgeoise et la présence policière, l'ambiance est au lynchage des quelques lampistes que la police et la justice veulent livrer en pâture. Lorsque qu'un manifestant qui vient de prendre 6 mois ferme pour avoir eu une pierre dans sa poche proteste, la police se rue sur lui et le public venu le soutenir s'indigne, le président ordonne l'évacuation de la salle, ce que la police fait sans ménagement en excluant hors du tribunal la quarantaine de personnes venues soutenir.

Mardi 7 avril :
14h : Nouvelles comparutions immédiates de ceux que la police et la justice ne voulaient pas lier aux « politiques ». Des jeunes du quartiers du Neuhof ayant participé aux manifestations passent ainsi ce jour là, ainsi que d'autres strasbourgeois.

Mercredi 8 avril :
14h : Port du Rhin, les habitantEs manifestent. Cinq cent personnes se dirigent vers l'Hôtel de Ville de Strasbourg derrière la banderole : « Port du Rhin, sacrifié pour l'OTAN »
16h : les étudiantEs et les enseignantEs chercheurs en grève depuis plusieurs mois retrouvent alors et réoccupent leur université, deux cent d'entre elles et eux sont bloquéEs à la sortie du campus par un impressionnant cordon policier. La police les chargera, fera une blessée et arrêtera un étudiant qui passera le lendemain en comparution immédiate pour « outrage et rébellion à agent » : un classique quand on n'a que la répression à la bouche...

Big Brother Awards 2009

Les Big Brother Awards décernent chaque année depuis 9 ans :

-Des prix « Orwell » de différentes catégories afin de signaler celles et ceux qui s'illustrent en matière de développement de la surveillance ou d'atteinte à la vie privée. -
Des prix « Voltaire » à des collectifs ou à des personnes qui luttent contre les dérives des traitements automatisés et contre l'arme technologique.

Sous cette rubrique nous reprenons régulièrement les « nominés » et les « primés » des bba. Comme on peut s'en douter pour la cuvée 2009 des prix « Orwell », le jury n'avait, encore une fois, que l'embarras du choix ! Mais, ce qui est réjouissant cette année, c'est l'augmentation significative des Prix « Voltaire » et autres nominés qui traduit une certaine montée de la résistance individuelle et collective contre toutes les formes de fichage, contrôle, ... C'est ainsi qu'un collectif de parents d'élèves, syndicats et associations s'est formé dans l'Hérault pour dénoncer et combattre l'installation de bornes biométriques dans les communautés éducatives. Dans ce département, les premières actions de parents d'élèves s'opposant à la captation des données de leurs enfants datent de juin 2008. Ces actions ont eu un tel retentissement que le Conseil Général de l'Hérault a décidé, en septembre, de suspendre tout financement de nouvelles bornes biométriques. Ce collectif « Non à l'éducation biométrique de l'Hérault » est né en octobre 2008. Il s'intéresse également aux liens éventuels de ces fichiers biométriques avec les autres fichiers de l'Education nationale (Base-élèves pour le primaire, Sconet pour le secondaire). En effet « les entreprises commercialisant les logiciels biométriques argumentent d'ailleurs sur la possibilité de croiser les fichiers de présence, de notes et de comportement avec celui de la cantine ».

Des psychiatres refusent le fichage

Le Recueil d'Information Médicalisée en Psychiatrie (RIM-Psy) a été mis en place par un arrêté du 29 juin 2006. C'est un fichier qui recense de façon nominative les personnes qui ont affaire à une structure de psychiatrie. Depuis 2006, l'association Droits et libertés face à l'informatisation de la société Santé mentale en Rhône-Alpes (DELIS-SM-RA) informe sur les dangers de RIM-Psy. C'est ainsi que tout enfant ayant consulté un service de pédopsychiatrie pour des troubles transitoires aura un dossier dans ce fichier. Plus généralement, toute personne consultant dans un service de psychiatrie aura un dossier nominatif, dont on ignore les règles d'effacement, dont on ne sait ni par qui il est accessible, ni par qui il le sera dans le futur... De plus, comme l'admettait le Comité consultatif national d'éthique en mai 2008: « la crainte persiste que des données personnelles de santé puissent voyager, via Internet, qu'elles puissent être récupérées, par exemple, par des assureurs ou des employeurs potentiels ». « RIM-Psy » est un outil de contrôle de rêve pour un gouvernement engagé dans un traitement répressif des malades mentaux (voir CA 189). Lors de son 24ème congrès annuel, qui s'est réuni à Toulouse les 21-23 mars 2009, l'Union Syndicale de la Psychiatrie a appelé l'ensemble des psychiatres à refuser le fichage des personnes suivies en psychiatrie et à se mobiliser dans les collectifs luttant contre le fichage des populations.

Le « Boom » de la Vidéosurveillance publique

Le ministre de l'Education nationale et le ministre de l'Intérieur vont développer les caméras de surveillance dans 120 établissements scolaires repérés par les rectorats comme étant concernés par des phénomènes d'intrusion, afin de lutter contre la violence. Ces caméras seront installées pour la mi-mai 09, elles seront placées aux endroits stratégiques et seront reliées aux services de police. Par ailleurs, le gouvernement annonce le triplement de ces caméras sur les voies publiques. Le conseil de Paris a approuvé un plan de la préfecture de police implantant 1 226 caméras supplémentaires dans les rues et sur les places parisiennes. C'est ainsi que Bertrand Delanoë, maire PS de Paris, s'est vu décerné le prix « Orwell Localités » 2009 par les BBA.

Vidéo-surveillance mercantile

La RATP et sa régie publicitaire Métrobus (filiale de Publicis et Decaux) sont en train d'installer des écrans publicitaires d'un nouveau type. Quatre écrans sont déjà actifs à la station de métro parisien « Etoile », 400 autres sont prévus d'ici à fin juin 2009. De plus, 800 écrans de ce type doivent être installés dans les gares SNCF d'ici la fin d'année 2009. Des capteurs installés dans les écrans permettent de mesurer le nombre de personnes qui passent, et analysent leurs réactions afin de détecter quel élément de l'image a retenu leur attention. Ces capteurs peuvent aussi donner des informations sur l'âge et le sexe des passants réceptifs à chaque campagne. Ces écrans sont également équipés de capteurs Bluetooth capables d'envoyer des messages publicitaires sur les téléphones portables des passants s'approchant du panneau. Il s'agit donc de technologie sans fil où les usagers sont soumis à un rayonnement électromagnétique supplémentaire et potentiellement dangereux. Cinq associations (Résistance à l'agression publicitaire, Souriez vous êtes filmés, Big Brother Awards, Robin des toits et le Publiphobe) ont assigné la RATP, sa régie publicitaire Métrobus et la société Majority Report, qui équipe les panneaux avec cette technologie. Rappelons qu'il y a 5 ans, la RATP et Métrobus avaient demandé 922 000 euros de dommages et intérêts à 62 personnes de la Brigade Anti Pub qui avaient barbouillé des affiches dans le métro parisien. Finalement 17 personnes avaient été condamnées à verser un total de 16808 euros.

Sécurité des entreprises, liberté de mouvement et augmentation de la productivité

C'est un projet de recherche coordonné par une université belge, impliquant une brochette d'industriels (Volvo, Siemens, ...) avec le soutien financier de l'Union européenne intitulé « Humabio ». Il s'agit d' « humaniser » les contrôles d'accès dans les entreprises « sensibles ». Ce système devrait utiliser une combinaison de caractéristiques physiologiques et de comportement pour améliorer la simple identification par empreinte digitale et faciale, en y ajoutant la reconnaissance de la démarche. C'est ainsi que toute personne située dans les zones surveillées par des caméras vidéo améliorées est automatiquement identifiée, notamment, par la façon dont elle se meut. Cela diminue le nombre de contrôles nécessaires, ce qui permet de renforcer la sécurité des entreprises et des infrastructures en limitant l'accès des données sensibles aux personnes choisies. De plus cela devrait augmenter la productivité de ces travailleurs qui n'auront plus besoin de se faire reconnaître lors de leurs déplacements sur leur lieu de travail. Le but de la biométrie habituelle est de s'assurer qu'une personne est bien qui elle prétend être. Ce nouveau système biométrique ira plus loin puisqu'il identifiera, repérer une personne sans qu'elle le sache.

Plaintes contre Base-élèves

La lutte contre Base-élèves continue. Une deuxième rencontre nationale a eu lieu le samedi 25 avril à Bourg- lés-Valence : http://retraitbaseeleves.wordpress.com Ce mouvement organise avec le Syndicat des Avocats de France un dépôt de plaintes contre Base élèves dans toute la France. C'est ainsi que le 25 mars, 244 plaintes de parents d'élèves ont été déposées au TGI de Millau (Aveyron) et 11 plaintes au TGI de Grenoble (Isère). Suite à une réunion du collectif de Marseille, 36 plaintes ont été déposées au TGI de cette ville le 15 avril. Ce mouvement compte bien s'étendre. Une plainte contre X « standard » est disponible sur le site du collectif isérois pour le retrait de Base-élèves : http://baseeleves38.wordpress.com. Un collectif d'avocats et une solidarité financière se constituent.

Des agents de Pôle emploi refusent d'être des délateurs

Dans une note interne datée du 25 février 2009, la direction régionale Midi-Pyrénées de Pôle Emploi demande aux personnels de vérifier l'authenticité des papiers, « Cette vérification s'effectue en dehors de la présence du demandeur, l'agent devra donc se diriger vers un photocopieur situé en retrait à proximité de la lampe UV » (extrait de la note). Les porteurs de « faux papiers » visés par cette note sont clairement les étrangers « sans papiers ». Pour le directeur régional, il s'agit, bien évidemment, de lutter contre les réseaux mafieux qui utilisent « ces gens-là ». Il nous apprend aussi que depuis trois ans les conseillers de l'assurance-chômage disposent de ce nouveau matériel : Des lampes à UV et que face aux situations d'anomalies, une procédure de liaison s'est mise en place avec la préfecture. Depuis la fusion entre l'ANPE et l'Assedic, ces procédures sont entrées naturellement en vigueur dans le cadre de Pôle Emploi. Mais cette note interne a entraîné un tollé général des agents. L'intersyndicale CGT-SNU-SUD a appelé l'ensemble des conseillers de Pôle Emploi à désobéir en refusant d'être transformés en auxiliaires de police. Depuis, cet appel à la désobéissance a dépassé la région Midi-Pyrénées et le cadre des « sans-papiers ». C'est ainsi que depuis le 29 mars, des salariés de Pôle Emploi appellent à la désobéissance aux politiques de radiations et de dénonciations. Ils appellent à signer une pétition de soutien aux salariés désobéissants de Pôle Emploi : « Quand désobéir devient un devoir » initié par le Réseau Emploi Formation Insertion (REFI). Contact : reseau.emploi_insertion@yahoo.fr

Vers le fichage de l'Enfance en Danger

L'Observatoire National de l'Enfance en Danger diffuse actuellement aux départements des fiches nominatives comportant une centaine de questions par situation d'enfant à remplir par les travailleurs sociaux des Conseils généraux. Ces fiches sont la conséquence d'un décret pris par les ministres de la Justice et de la Famille. L'Association Nationale des Assistants de service Social (ANAS) a constaté dans ces documents à remplir toute une série de dérives :

-non-information des personnes concernées -
recueil d'éléments relevant de diagnostics médicaux -
recueil d'éléments non-avérés mais soupçonnés - recueil d'informations concernant d'éventuels auteurs de crimes et délits - obligation pour les départements de créer des fichiers regroupant des informations nominatives.

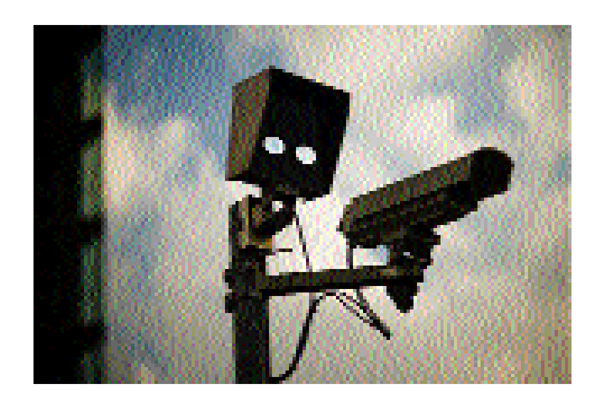
Pour l'ANAS, l'Observatoire National de l'Enfance en Danger a la volonté de ficher l'Enfance en Danger avec repérage de pathologie mentales supposées, d'addictions soupçonnées, de suspicions d'abus sexuels pourtant non-avérés... Cet Observatoire vient de répondre que ce recueil d'information est conforme à la loi, que les données transmises au niveau national seront strictement anonymes ; par contre la gestion des données nominatives au sein des services de l'Aide Sociale à l'Enfance fera l'objet d'une déclaration de chaque département auprès de la CNIL (nous voilà rassuré...). D'autre part, ce décret pallie un manque de vision globale en protection de l'enfance que la plupart des pays européens ont. L'ONED rappelle aussi que les professionnels recueillent, depuis longtemps déjà, ces informations. A suivre, car ces informations sont très récentes.

Formation des contrôleurs et agents de la Caisse d'Allocation Familiales

Les agents de la CAF reçoivent une formation afin de détecter les fraudeurs. Cette méthode s'appelle l'IGACCE (Intervention Globale en Analyse de Contenu et Conduite d'Entretien). C'est une sorte de détecteur d'intention au mensonge dérivée des interrogatoires policiers. Cette méthode utilise l' « intelligence sémantique » pour débusquer « bien plus que le mensonge », à savoir « l'intentionnalité » du mensonge. Extrait du document technique : ... « l'intelligence sémantique permet de mieux cibler les anomalies dans des déclarations, de confirmer ou d'infirmer des suspicions, de qualifier plus précisément des infractions (négligences, omissions, ignorances réelle, abus ou fraudes avérées), lors de contrôles sur pièces (écrits divers, attestations, etc.) ou de contrôles sur place (entretiens), puis d'investiguer avec une capacité accrue car, ce qui est mobilisé dans le processus d'intelligence sémantique, c'est avant tout l'intellect des contrôleurs, c'est-à-dire une dimension qu'aucune machine n'est en mesure d'offrir »... L'institut de recherche criminelle de la gendarmerie de Rosny sous Bois (93) utilise déjà cette méthode... Il faut dire que ses inventeurs sont un policier et le directeur du Centre International de Sciences Criminelles et Pénales, organisme présidé l'avocat général Gino Necchi, maire adjoint UMP de Maisons-Laffitte (78).

Air biométrie

Après sa collaboration aux expulsions de sans papiers, Air France se spécialise aussi dans le fichage technologique en testant une nouvelle carte sur ses plus fidèles passagers. Cette carte individuelle contiendra des informations biométriques telles qu'empreintes digitales, nom... sur une puce RFID, lisible à distance par onde radio, dans laquelle sera chargée la carte d'embarquement.



A Lire

L'ascenseur social en panne
Philippe Godard
Coll. J'accuse, Syros
150 pages, 7,5 euros

Des jeunes de milieux sociaux et de niveaux d'études très divers témoignent de leurs perspectives d'avenir. A faire lire à qui croit encore à l'égalité des chances !

Bohémiens
Nicole Lougarot
ed. Gatuzain
150 pages, 13 euros

Les Bohémiens font partie intégrante de l'imaginaire du Pays basque Nord. Totalement intégrés, le plus souvent portant des noms basques, toujours réprimés (qui se souvient de la grande rafle de 1802 ?). L'auteure, par son étude des traditions culturelles basques (chant, théâtre, etc.), montre que les bohémiens y ont laissé des traces profondes.

La logique des bûchers
Nathan Wachtel
ed. Seuil
320 pages, 21 euros.

Nathan Wachtel est un des rares ethnologues à parvenir à nous donner une idée "des autres", des persécutés, des colonisés. Sa *Vision des vaincus*, paru il y a trente ans, étudiait la façon dont les Indiens avaient vécu la conquête espagnole. Dans la *Logique des bûchers* qui vient de paraître, il nous montre que l'inquisitions aux XVI[e] et XVII[e] siècle a largement contribué à la modernité des sytèmes totalitaires du xx[e] siècle.
Dirigée essentiellement contre les Juifs ou les judaïsants, elle mit au point des techniques ultramoderne pour contraindre les accusés à avouer. Par l'étude détaillée des archives concernant quelques "affaires", il se place, là encore, du point de vue du persécuté et de l'intérêt qu'il a finalement à avouer. Passionnnant !

JPD

Nous avons publié dans Courant Alternatif N° 186 (janvier) une présentation assez enthousiaste de L'insurrection qui vient par Marie-Claire CALMUS. La prose révolutionnaire de ses auteurs peut susciter l'intérêt, mais également être critiquée. Ce courrier de lecteur (auquel nous aurions aussi quelques critiques à formuler – raison pour laquelle il passe en « point de vue ») vient en contrepoint intéressant à l'élan de M. C. Calmus.

A propos de la recension du livre *L'insurrection qui vient* par Marie Claire Calmus (*CA* 186, janvier 2009)

Ce n'est porter un jugement ni sur l'intérêt de saboter des lignes SNCF (précisons d'entrée qu'un tel acte n'a rien de terroriste), ni sur l'innocence ou l'implication du « Comité Invisible » dans cette affaire, que de constater que ces gens qui se croyaient invisibles et anonymes étaient en fait étroitement surveillés par la police (depuis 6 mois, selon la presse) et que certains services ont lu leurs divers écrits avec suffisamment d'acuité pour que, très vite, après les arrestations de novembre, l'ensemble des média, correctement briefés, puisse parler comme d'une affaire bien établie des liens entre ce livre, la revue Tiqqun, l'Appel, et Julien Coupat. Il est assez comique de voir que Madame CALMUS continue de prendre cette prétention à l'invisibilité au sérieux, comme si la réalité ne s'était pas chargée d'en montrer le caractère illusoire. C'est bien comique que nous disons et non surprenant : sa recension témoigne, en effet, d'une incompréhension totale du point de vue de ce livre. Entendons nous bien : notre propos n'est pas de chicaner Madame CALMUS sur ses enthousiasmes littéraires. Elle se déclare « émue » par le lyrisme et le caractère « inspiré » de cette prose quasi poétique ; fort bien, mais s'agissant d'un texte de ce genre, ce qui compte avant tout est le contenu. Après tout, (même si nous estimons également que le style a une certaine importance) il existe des auteurs fort intéressants dont l'écriture n'a rien de « bluffant ». Jacques ELLUL, Bernard CHARBONNEAU, Ivan ILLITCH, parmi d'autres, se répètent parfois et écrivent dans un style très relâché. Pourtant, la lecture de leurs livres ou de leurs articles est rarement une perte de temps.

Donc, Madame CALMUS nous parle de la « justesse de la description » qu'elle a appréciée dans ce livre. Les quelques passages donnés dans sa recension ne nous semblent guère probants, mais ce qu'elle se garde de citer l'est encore moins. Qu'on en juge : « Ceux qui votent encore donnent l'impression de n'avoir plus d'autre intention que de faire sauter les urnes à force de voter en pure protestation. On commence à deviner que c'est en fait contre le vote lui-même que l'on continue de voter. » (p.7). « Les immigrés tiennent dans ce pays une curieuse position de souveraineté : s'ils n'étaient pas là, les français n'existeraient peut-être plus » (p.21). « Il n'y a pas jusqu'aux interminables subventions que de nombreux parents sont acculés à verser à leur progéniture prolétarisée qui ne puisse devenir une forme de mécénat en faveur de la subversion sociale » (p. 26). « L'argent n'est plus nulle part respecté, ni par ceux qui en ont, ni par ceux qui en manquent. 20% des jeunes allemands, lorsqu'on leur demande ce qu'ils veulent faire plus tard, répondent : artiste » (p.51).

Les auteurs ne se privent pas d'aligner ce genre de perles à longueur de pages. Qu'on se rassure, nous n'avons pas l'intention de les infliger in extenso aux lecteurs, à qui, finalement, il suffira de lire ce texte, et non de le survoler pour percevoir le caractère parfaitement irréel de cette description.

Pourtant, Madame CALMUS l'estime juste. Elle va même jusqu'à considérer cette justesse comme une excuse au fait que les auteurs n'y aillent pas de main morte, ce pourquoi, nous dit-elle, certains reprochent au livre son caractère nihiliste. L'adjectif n'est pas faux, encore faut-il préciser qu'il s'agit également et essentiellement d'un bluff.

Que nous dit donc ce texte ? En substance, et comme son titre l'annonce, que nous sommes à la veille d'une insurrection. Et surtout que cette insurrection à venir sera d'un type nouveau dont les « émeutes » de 2005 (« l'incendie de 2005 » dans le jargon des auteurs) sont une heureuse préfiguration. Comme nombre de rebelles issus des classes favorisées, les Invisibles sont fascinés par les « cités », l'économie informelle qui s'y déroule et les bandes, qui représentent pour eux le nouveau groupe révolutionnaire, remplaçant un prolétariat qui a lamentablement échoué. Il y a des pages et des pages d'éloges admiratifs de cet « incendie de 2005 » (bien plus que pour Mai 68 !), dont une des principales qualités est d'avoir multiplié les « destructions sans phrases ». Voilà donc le modèle positif de ce qui va magiquement advenir, explicitement opposé aux vieilles formes un tant soit peu éprouvées des mouvements révolutionnaires du passé, en premier lieu desquelles se trouvent les assemblées générales et leur exigence de démocratie (pour cette raison, il est particulièrement absurde de qualifier ce groupe d'anarcho-autonome, l'exigence démocratique étant, avec la liberté, au fondement de l'idée anarchiste !). Que ces émeutes n'aient rien obtenu, n'aient fait progresser la conscience de personne et puissent repartir indéfiniment, avec le même résultat, voilà des détails qui n'intéressent pas les Invisibles : seule la violence pure les fascine. C'est en ce sens qu'on peut les taxer d'être nihilistes.

Mais les choses sont un peu moins simples qu'il n'y paraît, car le discours est partiellement double. Si Madame CALMUS retient surtout du texte la commune et la non-violence, c'est que l'on peut aussi les y trouver (mais à dose homéopathique pour la non-violence, puisque les quelques lignes « pacifiques » que l'on peut relever et qu'elle cite quasiment in extenso sont noyées dans un océan de rhétorique guerrière).

Il faut aussi tenir compte que sa recension a été écrite après les arrestations de novembre et les coups de projecteur sur la communauté de Tarnac : des jeunes urbains surdiplômés et de bonne famille, écœurés du système qui sont partis se retirer à la campagne, faire vivre l'épicerie locale (avec, elle oublie de le préciser, une aide du Conseil Général), recréer du lien social, « cultiver des terres abandonnées » et « planter des carottes sans chef ni leader » (lettre ouverte des parents des 9 mis en examen du 11 novembre). Tout cela est bien sympathique. Le problème est que la commune, telle qu'elle est définie dans le livre, n'a rien à voir avec cela : « toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement sur des bases nettes est une commune, les comités d'action étaient des communes, comme l'étaient les villages d'esclaves marrons aux Etats-Unis, ou bien encore Radio Alice à Bologne en 1977 » (p.90). Et le rôle de ces communes est de se multiplier en vue de l'insurrection (on remarquera au passage qu'il y a loin des insurrection spontanées des banlieues aux communes associées pour l'insurrection et que les « invisibles » sont partis fonder leur communauté sur le plateau de Millevaches et non pas dans une cité). Voilà pourquoi « il s'agit de savoir se battre, crocheter des serrures, soigner des fractures aussi bien que des angines, construire un émetteur radio pirate, monter des cantines de rue, viser juste, mais aussi rassembler les savoirs épars et constituer une économie de guerre... (etc. p. 96).

Est-il si étonnant qu'après la lecture de ces lignes, la police soit intervenue comme elle l'a fait, prenant pour argent comptant ce qui s'est révélé n'être qu'un bluff littéraire et, persuadée d'avoir affaire au groupe terroriste de la décennie ? Loin de nous évoquer les textes situationnistes, ce livre nous fait penser qu'à un rejeton de la défunte revue *Mordicus*, elle aussi adepte de l'ultra-violence verbale, qui a cessé de paraître à la suite de l'affaire Florence REY, autrement dit après que plusieurs personnes soient mortes et une autre en prison pour de longues années pour avoir pris au pied de la lettre ce qui n'était là aussi qu'un bluff « radical »...

R GAREL

La rubrique « Courrier » qui existait dans CA a, depuis quelques années, été plus ou moins abandonnée, tant les contributions épistolaires étaient peu fréquentes. Or, depuis quelque temps, suite à l'amélioration et à la fréquentation du site de l'OCL, sans doute à la remontée des luttes et au regain du plaisir d'écrire, les remarques et les textes que font certains visiteurs de ce site nous paraissent importantes à publier. Nous essaierons de regrouper les contributions portant sur un thème ou sur un article, de façon à en faire un tout propice à une réflexion et à approfondissement des connaissances. Nous ne publions pas tout. Sont exclues les lettres d'insultes (ce qui ne veut pas dire éviter toute polémique) ou exprimant des points de vue aux antipodes d'un projet communiste et libertaire . Et même ainsi nous serons sans doute amené à faire des choix tant que nombre d'entre vous n'aurez pas fait un autre choix, celui de s'abonner afin de permettre à CA d'augmenter encore sa pagination ! Ce qui nous guidera ? L'estimation que telle ou telle contribution apporte un éclaircissement ou une critique - même virulente - positive. Naturellement, tout cela comporte une part de subjectivité !

Le sujet du mois : fascisme brun, fascisme rouge, un parallèle pertinent ? L'union sacrée au présent. (à propos du n° spécial de CA sur la boucherie de 14-18)

Le parallèle évoqué ici entre les régimes hitlérien et stalinien par Rühle, par des conseillistes ou des anarchistes, qu'il soit pertinent ou non, n'a en tous les cas rien à voir avec avec les offensives anticommunistes actuelles (celle du Parlement européen (à l'initiative des Libéraux, du Parti populaire et des Verts et signé par les socialistes) qui veut faire du 23 août une journée commémorant "les victimes du stalinisme et du fascisme" ; celle de députés UMP, issus de groupes fascistes comme Ordre nouveau, de faire du 9 novembre "une journée aux victimes des régimes communistes". Pour les premier il s'agissait d'une **défense du communisme contre le stalinisme.** *Pour les seconds il s'agit* **d'une défense du capitalisme contre le communisme.**

27 novembre 2008

Il est temps de regarder en face ce que fut le comportement du mouvement ouvrier et de ses organisations (anarchistes compris) avant, pendant et après la "Grande guerre" si nous voulons comprendre comment s'organise une société de classes pour faire face à une crise violente.

François Roux

3 décembre 2008

A propos de l'enrichissement des capitalistes pendant l'Entre deux je vous conseille de jeter un œil à cette conférence de l'historienne Annie Lacroix Riz :: Le choix de la défaite

Haroun

6 décembre 2008

J'ai lu avec grand profit cet ensemble de textes. Mais dans l'introduction, l'expression "fascismes brun et rouge" est de travers par rapport au reste du texte : laissons cette symétrie stalinisme/nazisme aux renégats du stalinisme devenus idéologues bourgeois qui en ont fait leur miel. Par contre, des militants formés dans les horreurs de cette guerre et animés d'une foi en un avenir à construire sans hésiter à massacrer, pouvaient-ils être les acteurs d'une véritable émancipation ? La question s'impose à la fin de ce dossier.

Pascal B.

6 décembre 2008

Bien qu'auteur de cette introduction, je suis en grande partie d'accord avec la remarque de Pascal. Cette expression m'est venue spontanément en référence au texte d'Otto Rühle "fascisme brun, fascisme rouge". Selon lui, le parallèle se faisait en référence à deux systèmes de dictature SUR le prolétariat, et de la concordance des deux systèmes vers un capitalisme d'Etat, d'une identité structurelle basée sur la bureaucratie, de la transformation d'un capitalisme "impérialiste" en un capitalisme "ultramonopoliste" dans les deux pays... Ce n'était pas si mal vu... mais le texte date de 1939 ! D'ailleurs il me semble que Rühle prévoyait que la guerre à venir se ferait entre d'un côté les secteurs ultramonopoliste et de l'autre les puissances simplement "libérales". Ce ne fut pas le cas malgré le pacte germano-soviétique qui pouvait donner à penser que Rühle avait eut raison. Mais de toutes les façons, 1939 n'est pas 2008 et ce genre de symétrie est à éviter dans la mesure où elle masque d'énormes différences et favorise les simplifications. Un peu comme souvent on affuble du terme fascisme tout ce qui est "simplement" autoritaire, bureaucratique ou simplement en désaccord avec soi. Par ailleurs, je pense aussi que c'est dans les horreurs de la guerre - et de l'union sacrée - que se sont forgées les futures défaites du mouvement ouvrier.

JPD

7 décembre 2008

L'expression *fascisme brun fascisme rouge* fait explicitement référence à l'ouvrage du révolutionnaire allemand Otto Rühle paru en 1939 (traduction française aux Edition Spartacus) comme le rappelle JPD dans sa réponse. Cela aurait sans doute mérité une note, car effectivement depuis la parution du "Livre noir du communisme" toute critique du stalisnisme et de ses horreurs totalitaires tend à passer pour une défense du capitalisme et de la démocratie bourgeoise.
Faut-il néanmoins laisser ce terrains à nos adversaire, et enterrer toutes les critiques du "communisme réel" qu'ont mené nombre de révolutionnaires, anarchiste ou marxistes, depuis 1921 ? C'est une question d'importance.

Les militants formés dans les horreurs de la guerre pouvaient-ils être les acteurs d'une véritable émancipation ?

La réponse est oui, sans hésitation, pour une partie d'entre eux qui composent la grande masse des sans noms et des oubliés de l'histoire sociale officielle. A ce propos le livre de François Bonnaud *Carnets d'un anarcho syndicaliste angevin* que vient de publier le Centre d'Histoire du Travail de Nantes est éloquent. [...] Mais la question s'impose effectivement, pour tenter de comprendre pourquoi ces militants, (et ces militantes, n'oublions pas les femmes de cette génération comme May Picqueray !), furent et demeurent bannis de la mémoire officielle du pouvoir comme de sa contestation. Tout développement sur ces questions est bien venu, et pourrait trouver place dans les pages d'un prochain numéro.

OCL St Nazaire

8 décembre 2008

Merci de vos deux réponses argumentées. Je ne suis pas anarchiste, je ne peux que dire mon ignorance pour ce qui concerne les références que vous faites. Je suis en lien avec la LCR ; et plutôt que d'écouter les fadaises de certains initiateurs du NPA pour dire qu'on est aussi des libertaires, je préfère essayer de lire des textes anarchistes d'aujourd'hui. Je ne savais rien de ces débats et trahison dans l'Internationale anarchiste. Par contre, je savais que l'expression fascisme rouge avait été employée par des révolutionnaires de l'entre-deux-guerres et ensuite. Je sais aussi qu'elle fut largement utilisée par les idéologues bourgeois, ce qui ne suffit pas à invalider le concept. Mais critiquer cette notion de fascisme rouge n'est pas nécessairement "enterrer la critique du communisme réel" ; ce n'est pas mon intention (ni celle de JPD). Le génocide programmé et industriellement réalisé par les nazis ne procède pas du même programme politique que les immenses massacres staliniens. C'est à ce débat existant que je fais référence. Disant cela, je ne crois pas réhabiliter la mémoire honnie du maréchal Staline. Et je n'ai pas dit qu'issus des horreurs de la guerre, les militants ne pouvaient en aucun cas être des combattants de l'émancipation sociale, je sais bien qu'il y en eut.Mais il y eut une façon militarisée de mener le combat pour l'émancipation, en Russie et en Espagne, de considérer le massacre de masse systématique comme un moyen inévitable, parfois. De massacrer pour en finir avec les guerres impérialistes. Ce qui doit être relu de façon cri-

tique. Pour ma part, je trouvais très beau quand j'étais jeune ce sigle guévariste avec un poing tenant une mitraillette. Plus maintenant. Ce numéro hors série de *Courant Alternatif* m'a rappelé un livre (dont je ne me souviens plus le titre) d'Alain Brossat, invitant à relire le vingtième siècle en tenant compte de l'incroyable brutalité vécue par les peuples entre 1914 et 1945. Qui explique qu'ils furent plus passifs, à la lumière des recherches historiques, que dans les récits révolutionnaires. Et je ne suis ni pacifiste, ni stalinien, ni découragé politiquement.

Pascal B.

15 décembre 2008

Ce qui est intéressant, c'est que Ruhle justement n'était pas anarchiste, mais marxiste, et le resta :

Voici ce qu'en dit Wikipédia

Otto Rühle (23 octobre 1874 – 24 juin 1943), écrivain et militant communiste de conseils. Militant du parti marxiste allemand, le SPD, il en est élu député en 1912 (circonscription de Pirna, en Saxe). En août 1914, il fait partie de la minorité qui s'oppose au revirement de la direction du SPD, qui approuve la guerre mondiale malgré toutes ses résolutions antérieures. Il rompt avec la discipline interne du parti social-démocrate en rejoignant Karl Liebknecht dans son vote au parlement contre les crédits de guerre le 20 mars 1915 (Liebknecht avait déjà voté contre mais seul, en décembre 1914). Il fut avec Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg un des cofondateurs du journal *Die Internationale*, dont le numéro unique paraît en avril 1915 et est immédiatement interdit par la censure impériale. Mais ces militants de la gauche du SPD, qui se réclament de l'internationalisme prolétarien intransigeant contre la première guerre mondiale, persistent en éditant les Lettres de Spartakus, puis en fondant la Ligue Spartakiste dont Otto Rühle est membre dès le début. L'ensemble des opposants à la guerre, plus ou moins radicaux, sont exclus du SPD et fondent en avril 1917 l'USPD (SPD indépendant). Les spartakistes en sont membres mais minoritaires, et développent leur propre politique (tracts, lettres, etc – le tout étant clandestin en raison de la censure). En novembre 1918 éclate la révolution allemande, auxquels prennent largement part les spartakistes. Otto Rühle n'en est pas un des militants les plus influents, qui sont Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches et Paul Levi. Fin décembre 1918 la ligue spartakiste se joint à d'autres groupes plus réduits pour créer le Parti communiste d'Allemagne (KPD). Rühle est délégué au congrès, et il fait partie de la majorité qui est favorable au boycott des élections à l'Assemblée constituante. Après la répression de la révolution et l'assassinat par le pouvoir SPD des principaux dirigeants du KPD (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches) au premier trimestre 1919, le KPD procède en octobre 1919 à l'exclusion de l'aile gauche anti-parlementaire. Otto Rühle fait partie des exclus, et participe à la création du KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne) début 1920. Le KAPD se divise et Otto Rühle participe à la création de l'AAUE (ou AAUD-E) en 1921 (Unions qui se veulent à la fois parti et syndicat). Rühle considère désormais que « la révolution n'est pas une affaire de partis ». Il devient une des figures du communisme de conseils. Contraint à l'exil en 1933 en raison de l'arrivée au pouvoir des nazis, il meurt en exil au Mexique en 1943.

[*On trouvera une biblio graphie d'Otto Rühle dans le message de Chazoff, sur le site de l'OCL: http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article424*]

Ainsi Ruhle fut de ces précurseurs qui analysèrent le régime soviétique comme un capitalisme d'état. Et c'est sans doute bien plus là que réside la parenté totalitaire entre nazisme et stalinisme, que sur les horreurs respectives (qui sont effectivement de nature différentes) : le capitalisme, quelque soit son mode de gestion ne débouche que sur la destruction de l'humain et la barbarie. Et c'est quand on prolonge cette analyse que l'on ne peut plus se rallier à "la démocratie" qui n'a en terme de massacre de leçons à donner à personne (cf le colonialisme), et de moins en moins sur le terrain des droits et des libertés individuelles.. Reste donc le camps de la révolution, mais y' a du boulot, au NPA ou ailleurs...

Chazoff

16 décembre 2008

A propos du "marxisme" supposé de Rühle, ne lui faisons pas injure et souvenons-nous que même Marx déclarait en lisant la prose de ses thuriféraires : "Si c'est cela, être marxiste, alors je ne suis pas marxiste !".

Sinon, à propos des mérites comparés entre méthodes de massacre stalinienne et hitlérienne, je pense que le débat, hérité des Furet et autres renégats de la même eau, est creux et ne peut servir à distinguer et caractériser les deux totalitarismes. J'en veux pour preuve la lecture du petit bouquin "la violence nazie, une généalogie européenne" d'Enzo Traverso aux éditions La Fabrique (déjà !), qui éclaire bien comment les nazis n'ont fait qu'assembler l'eugénisme scandinave, la technicité des abattoirs de Chicago, la science anthropologique française, l'ingéniérie allemande, etc, alors que nos amis russes habitués à jetter leur verre derrière l'épaule ont reproduit la tradition de Tamerlan et autres frasques sibériennes... L'asiate et l'aryen, deux cultures mais un même pouvoir absolu avec deux machines gouvernementales plus ou moins rustiques ! Et c'est la plus rustique qui a survécu 45 ans à l'autre.

Gérald

19 janvier

"Les leçons à tirer sont énormes et multiples, mais la principale est sans doute que la lutte contre cette union sacrée est la priorité des priorités. Une politique d'union sacrée qui s'insinue par tous les pores de la politique et des luttes, qui gangrène des têtes autrement plus critiques et méfiantes mais qui finissent par accepter une vision bipolaire du monde : le bien et le mal, choisir l'un des deux camps... Il serait indécent de ne pas se rappeler les conséquences de cette vision."

Telle est la conclusion de l'article ; tirons en les conséquences actuelles. Nous avons vu se reformer cette foutue "UNION SACRÉE" à l'occasion des grèves de nos camarades sans papiers et de l'occupation de la Bourse du Travail de Paris, rue Charlot par la CSP75 (Coordination Sans Papiers qui regroupe 4 CSP -Collectifs Sans Papiers parisiens. Une unité qui va du PS aux anarchistes. La CGT en tête qui est pour l'application "harmonisée" des lois CESEDA et HORTEFEUX en tête mais aussi Sud-Solidaires qui ne demandait pas autre chose dans un tract pour les interim de Man-BTP cet été et la CNT n'a pas eu une position plus indépendante ; le tout avec le soutien de l'UCIJ où on retrouve entre autres la LCR ; Il est utile de rappeler que la revendication de régularisation ne veut rien dire en soi si elle n'est pas précisée. La régularisation par le travail, c'est un an renouvelable lié au contrat de travail ; elle enchaîne le migrant à son patron ; Ainsi la CGT contre l'avis de son 48e Congrès a mis en avant la régularisation par le travail divisant de fait les sans papiers ; cette revendication portée par quelques dizaines d'entreprises de l'Ile de France excluait de fait les travailleurs isolés, les familles, les étudiants, les malades ; en bref, la majorité des prolétaires sans papiers : *l'occupation de la BdT, rue Charlot n'a été qu'une conséquence de cette division !*

PIRE : Dès le départ ces entreprises ont été isolées les unes des autres et les tentatives de la CSP75 pour assurer leur coordination et mener des actions d'ensemble ont été sabotées par les syndicats CGT et SUD quand les militants ne se faisaient pas jeter par les "petits blancs" de la CGT comme à la "Tour d'Argent". A Man BTP, SUD en a même rajouté une louche en levant l'occupation du bureau parce que le patron avait fait des CDI !!!

Jamais la CGT n'a eu l'intention d'étendre ces grèves et de reprendre le mot d'ordre de "grève générale des sans papiers" lancé par la CSP75 ; seule la représentante de l'UD CGT75, emportée par l'ambiance sans doute s'y est risquée au cours de la manif de commémoration de St Bernard ; égarement bien passager en regard de l'approche des prud'hommales !!!

Jamais la CGT n'a popularisé ces grèves dans les entreprises en direction des prolétaires français et réguliers et encore moins n'a lancé de débrayages de solidarité. Jamais les délégués des grévistes n'ont été associés aux "tractations" en préfecture encore moins au ministère ; seule la CS75 a réussi à l'imposer en occupant la BdT (ce qui prouve a contrario qu'elle ne se trompait pas d'ennemi comme l'affirment la LCR ou AL).

Un premier bilan s'impose qui met en avant les revendications réelles du mouvement sans papiers : Carte de résident (10 ans) ; seule revendication unifiante car elle englobe *TOUS* les sans papiers et va vers la liberté de circulation et d'installation.

Abolition de la taxe ANAEM ; cette taxe discriminatoire à l'embauche, véritable "préférence nationale" digne d'un Le Pen ne figure pas dans l'attirail cégétiste.

Suppression des camps d'internement pour étrangers (CRA) ; là encore, cette revendication n'est pas à l'ordre du jour syndical.

Un bilan qui met en avant la nécessité d'une organisation autonome des sans papiers. Pourquoi pas sous la forme d'un syndicat de migrants ? Voir à ce sujet l'article "Pour une CGT-MOÏ" dans le numéro 9 du "Journal de la bourse occupée".

http: //bourse.occupee.free.fr/

Voir en ligne : Pour une CGT-MOÏ

PJ 49

DOM-TOM
L'après-Chirac en Polynésie française ?
Entre changement et continuité

Depuis quelques mois, la Polynésie française revient davantage que de coutume sur la scène médiatique en métropole, sur des sujets aussi divers que des élections territoriales aux multiples rebondissements, l'enquête concernant la disparition d'un journaliste ou l'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Cependant, tous ces événements s'inscrivent dans un seul et même cadre, planté voici plus de trente ans : le « système chiraquien » qu'incarne l'insubmersible Gaston Flosse.



Les Etablissements français d'Océanie (EFO), comprenant les îles de la Société (dont fait partie Tahiti), Marquises, Tuamotu, Gambier et Australes, sont devenus en 1957 la Polynésie française, qui a obtenu en 1984 un statut d'autonomie interne (renforcé en 1990 et 1996). Gaston Flosse, instituteur puis assureur et entré au parti gaulliste en 1958, en a été le premier Président ; il a occupé ce poste pendant seize ans au total (1), faisant du territoire le second royaume de la chiraquie (2)…

En avril 2008, le sénateur Flosse a dû lâcher son 4e mandat de Président (qu'il avait entamé deux mois plus tôt) au profit de Gaston Tong Sang – ce second qui l'a trahi en créant son propre parti avec l'aval de l'Etat sarkozien ; et, en février 2009, celui-ci a à son tour dû céder son siège à Oscar Temaru, le leader indépendantiste (élu grâce au désistement d'Edouard Fritch, le gendre de Flosse… à qui il laisse le fauteuil de président de l'Assemblée territoriale). Mais en dépit de ces remous politiciens, le mode de gouvernement à la chiraquienne demeure bien en place dans le TOM ; et Flosse est loin d'avoir dit son dernier mot car il joue désormais la carte polynésienne contre la métropole, par des alliances avec le parti indépendantiste, son ennemi de toujours.

LES AFFAIRES PUBLIQUES AU SERVICE DES BONS AMIS

Au début des années 60, après les 17 « expériences » nucléaires effectuées au Sahara, le général de Gaulle a décidé que la France devait poursuivre son programme d'essais atmosphériques afin d'assurer son « indépendance », et la Polynésie française (plus particulièrement l'atoll de Mururoa) a été choisie pour ce faire.

Dès 1963 est implanté à Mururoa et Fangataufa le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP), et 193 essais nucléaires (46 atmosphériques et 147 souterrains) y sont réalisés, tandis qu'une énorme manne financière est versée par l'Etat français au pouvoir polynésien afin d'assurer une paix sans nuages (autres que radioactifs, s'entend). Ce CEP va bouleverser profondément la vie des populations insulaires : la création d'emplois et le développement d'une économie monétaire les incitent à venir s'installer dans la ville de Faa'a (dont O. Temaru est maire depuis 1983), ce qui fait péricliter les activités traditionnelles d'agriculture et de pêche, tandis qu'affluent les métropolitains. Quant aux conséquences sanitaires liées aux essais, elles sont loin d'être anodines, on en reparlera… Mais si ces essais sont arrêtés en 1996, leurs effets ne restent pas présents que dans l'environnement et dans la mémoire des Polynésienne-s : officiellement pour compenser la disparition des flux financiers qu'engendrait le CEP, le Président Chirac met en effet à la libre disposition de son très cher Gaston (chef du parti Tahoera'a Huiraatira, gaulliste et autonomiste), pendant une décennie, une aide annuelle de 150 000 millions d'euros qui permet aux mêmes de continuer à se remplir les poches. Et, après sa réélection à la tête de la France, en 2002, il octroie une nouvelle aide de 840 millions d'euros – toujours pour financer le développement de la Polynésie, bien sûr (3). Aucun contrôle public sur la destination et l'utilisation de ces fonds n'étant prévu, les subventions servies par le gouvernement Flosse vont presque uniquement aux communes dont les élus ont la même couleur politique que lui, aux associations qui le soutiennent et à ses autres appuis (tels que le groupe Bouygues), la distribution des emplois ou des logements obéissant aux mêmes « règles ». Cependant, le Président n'oublie évidemment pas d'utiliser aussi l'argent à des fins personnelles, notamment par le biais de la SETIL, société d'aménagement du territoire qui effectue nombre de travaux publics à son profit : construction d'une route à Erima pour désenclaver une de ses propriétés ; aménagement d'un second palais présidentiel sur l'île de Tupai, achetée avec les finances publiques, comprenant un lotissement pour milliardaires et une piste pour son avion personnel ; et ainsi de suite concernant ses autres domaines privés, entretenus aux frais de la princesse par un personnel pour partie recruté dans le sinistre groupement d'intervention de la Polynésie (GIP) dont on reparlera également…

La « gestion Flosse », c'est donc une économie assistée, fondée sur une dépendance sans cesse accrue aux crédits de la métropole (depuis 1999, la couverture des importations par les exportations a chuté de façon spectaculaire, passant de 24 % à 8 %) et un « développement » axé pour l'essentiel sur le tourisme (avec tout un mythe sur son potentiel et celui des ressources halieutiques). Le clientélisme qui la sous-tend se traduit par l'attribution de postes dans une fonction publique pléthorique ; la création de bureaux d'étude bidons et de missions de « consultants » grassement payés ; des prêts colossaux accordés à perte à des notables locaux par la banque de développement SOCREDO (sans oublier les crédits gratuits pour Madame ou encore pour fiston Reginald – également vendeur d'un hôtel que son père a fait racheter à un prix très avantageux par la collectivité territoriale) ; la constitution de sociétés d'économie mixte privé-public qui

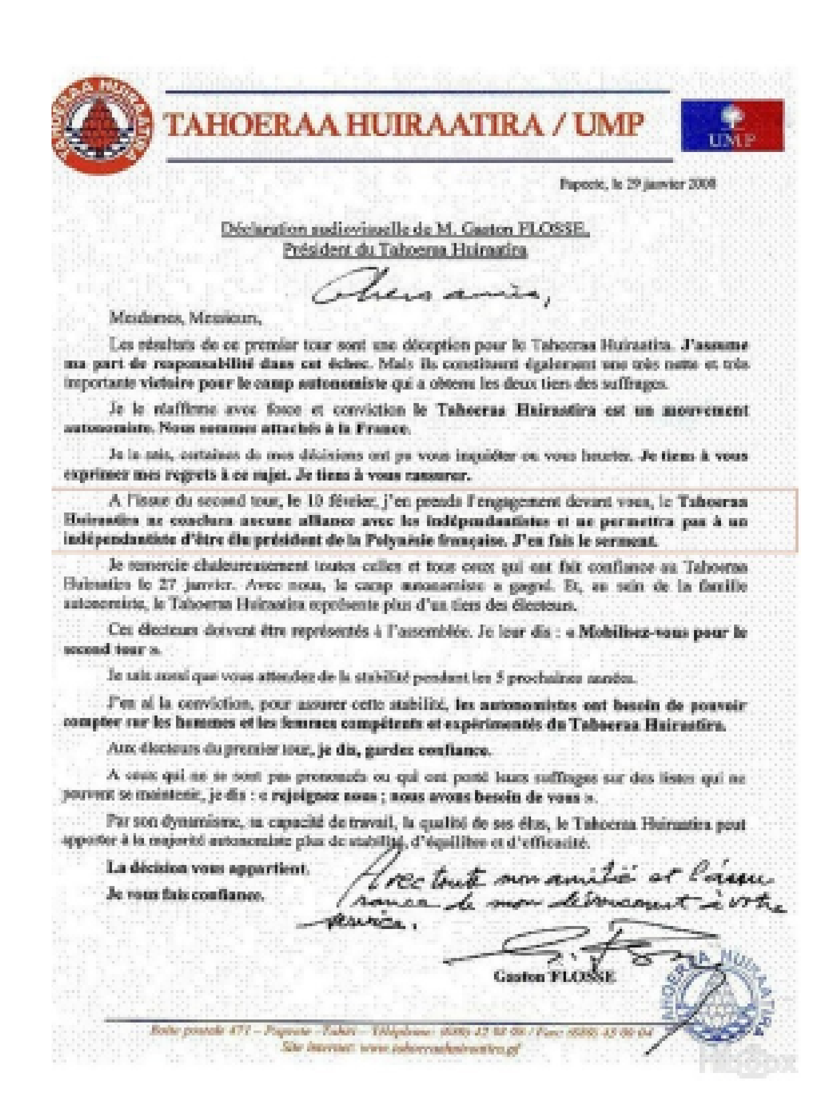
permettent de confier la gestion de services à des proches du pouvoir… – bref, toutes les bonnes vieilles recettes des systèmes mafieux.

Le « copinage » s'exerce dans l'ensemble des marchés publics : l'eau, les ordures, le pétrole… sont réservés à d'autres amis-et-chiraquiens, tel Albert Moux, sans procédures ni études préalables. Mais aussi sur le terrain fiscal – avec comme ligne de conduite une obligeance maximale envers les plus nantis : pas d'impôt sur le revenu, un faible impôt sur les sociétés, et surtout (depuis la loi Pons) des investissements défiscalisés au point que ce TOM est un quasi-paradis fiscal pour les constructeurs d'hôtels ou d'immeubles (en particulier le plus gros, l'ami Louis Won) et autres titulaires de paquebots, créateurs d'entreprises ou acheteurs de nouvelles autos. Enfin, il y a les détournements de fonds pour contribuer au financement des campagnes du RPR – un « juste » renvoi d'ascenseur.

Dans le même temps, le salaire mensuel moyen dans la population polynésienne est de 1 000 euros, 30 % sont illettré-e-s, 20 % au chômage (et il n'existe pas d'allocations chômage) ; le coût de la vie sur le territoire est très élevé, l'accès à l'eau très inégal et on constate un fort manque de logements sociaux.

LA NOUVELLE DONNE DE L'ÈRE SARKOZY SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES ET JUDICIAIRES…

Au fil de sa longue carrière politicienne, Flosse a joui d'une très grande impunité : s'il a tour à tour été mis en examen pour abus de biens sociaux, trafic d'influence, faux et usage de faux, prise illégale d'intérêts, emplois fictifs, corruption passive… jusqu'à complicité de tenue illicite d'une maison de jeu de hasard, il détient le record (au moins français) des non-lieux, classements sans suite, actions judiciaires atteintes par la prescription ou cassées pour vice de forme. Et s'il a été radié des listes électorales avant les élections de mai 2001, il a été rétabli dans ses droits par une Cour de cassation réunie en urgence. Le soutien du Président Chirac, qui ne s'est jamais démenti, s'est manifesté jusque dans les tribunaux – par exemple à travers la nomination de magistrats peu susceptibles de « poser problème » (comme Michel Marotte, que la Fédération internationale des droits de l'homme a critiqué pour sa façon de ralentir les dossiers politico-judiciaires lorsqu'il œuvrait à la Réunion). Résultat : ainsi qu'un rapport de la FIDH l'a fait ressortir, il y a en Polynésie à la fois une pénurie de moyens, une lenteur des procédures et une difficulté d'accès à la justice pour les plus pauvres, et un fréquent classement sans suite des affaires ayant trait à la délinquance financière pour les plus riches.



TAHOERAA HUIRAATIRA / UMP

UMP

Papeete, le 29 janvier 2008

Déclaration audiovisuelle de M. Gaston FLOSSE,
Président du Tahoeraa Huiraatira

Chers amis,

Mesdames, Messieurs,

Les résultats de ce premier tour sont une déception pour le Tahoeraa Huiraatira. **J'assume ma part de responsabilité dans cet échec.** Mais ils constituent également une très nette et très importante **victoire pour le camp autonomiste** qui a obtenu les deux tiers des suffrages.

Je le réaffirme avec force et conviction **le Tahoeraa Huiraatira est un mouvement autonomiste. Nous sommes attachés à la France.**

Je le sais, certaines de mes décisions ont pu vous inquiéter ou vous heurter. **Je tiens à vous exprimer mes regrets à ce sujet. Je tiens à vous rassurer.**

A l'issue du second tour, le 10 février, j'en prends l'engagement devant vous, le **Tahoeraa Huiraatira ne conclura aucune alliance avec les indépendantistes et ne permettra pas à un indépendantiste d'être élu président de la Polynésie française. J'en fais le serment.**

Je remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont fait confiance au Tahoeraa Huiraatira le 27 janvier. Avec nous, le camp autonomiste a gagné. Et, au sein de la famille autonomiste, le Tahoeraa Huiraatira représente plus d'un tiers des électeurs.

Ces électeurs doivent être représentés à l'assemblée. Je leur dis : « **Mobilisez-vous pour le second tour** ».

Je sais aussi que vous attendez de la stabilité pendant les 5 prochaines années.

J'en ai la conviction, pour assurer cette stabilité, **les autonomistes ont besoin de pouvoir compter sur les hommes et les femmes compétents et expérimentés du Tahoeraa Huiraatira.**

Aux électeurs du premier tour, **je dis, gardez confiance.**

A ceux qui ne se sont pas prononcés ou qui ont porté leurs suffrages sur des listes qui ne peuvent se maintenir, je dis : « **rejoignez nous ; nous avons besoin de vous** ».

Par son dynamisme, sa capacité de travail, la qualité de ses élus, le Tahoeraa Huiraatira peut apporter à la majorité autonomiste plus de stabilité, d'équilibre et d'efficacité.

La décision vous appartient.

Je vous fais confiance.

Avec toute mon amitié et l'assurance de mon dévouement à votre service.

Gaston FLOSSE

Boîte postale 471 – Papeete – Tahiti – Téléphone : [illegible] / Fax : [illegible]
Site internet : www.tahoeraahuiraatira.pf

Par ailleurs, une organisation assez au point de la fraude électorale assure à Flosse nombre de votes, et la technique consistant à multiplier les procès contre les médias qui cherchaient à échapper à son emprise lui a permis d'avoir une presse à sa botte. *L'Echo de Tahiti, La Tribune polynésienne, Tahiti Matin ou Télé Fenua* ont coulé par ce biais, pendant que les rares journaux restants – qui appartiennent au groupe Hersant ou à Albert Moux (autre bon ami, détenteur des *Nouvelles de Tahiti*) – de même que la chaîne privée TNTV (dite « télé Flosse ») lui servaient gentiment la soupe. Le contrôle du Président sur l'information passe également par l'achat de pages publicitaires, la mainmise sur l'AFP locale, le refus de laisser des journalistes trop indépendants venir à ses conférences et l'exercice de la censure (saisie d'un numéro de *Libération* dans lequel Oscar Temaru condamnait le système Chirac-Flosse, brouillage de certains « Guignols de l'info »…).

La disparition d'un journaliste polynésien, Jean-Pascal Courtaud, en décembre 1997, a par exemple connu un traitement médiatique particulier, puisqu'un reportage du « Vrai Journal » sur ce sujet a été complètement brouillé. « JPK » *(sic !)*, ex-rédacteur en chef des *Nouvelles de Tahiti*, était un ennemi acharné de Flosse et l'avait mis en cause publiquement. Il a été retrouvé noyé au large de Papeete trois mois après avoir bouclé sa dernière enquête sur lui. Pendant que les médias s'ingéniaient à souligner l'état dépressif du journaliste, la police a conclu à son suicide, et un non-lieu a été prononcé en octobre 2002, enterrant l'affaire.

Mais, ces dernières années, des brèches importantes se sont fait jour dans le bouclier politico-judiciaire qui protège Flosse, du fait des changements intervenus à la tête des institutions françaises comme polynésiennes, et de leurs répercussions dans le traitement des affaires judiciaires « en cours » – en particulier celles contre Chirac. Ainsi l'enquête sur la mort de JPK a-t-elle rebondi avec l'apparition magique, dans l'instruction sur Clearstream, de pièces concernant ce journaliste (que Reporter sans frontières a aussitôt demandé à voir verser à son dossier). Elles démontrent que son meurtre est lié à ses investigations sur l'existence d'un compte ouvert en 1992, au Japon, au nom de Chirac par les services secrets français, compte où auraient été transférés des fonds provenant notamment d'une grosse entreprise polynésienne. Et divers éléments concordants permettent aujourd'hui de dire que JPK a en fait été enlevé et assassiné par quatre membres de la force spéciale créée par Flosse en 1995 – ce fameux GIP dont les pratiques rappellent celles du service d'action civique (SAC) de De Gaulle et dont les effectifs seraient deux fois plus importants que les forces de police « légales » *(voir encadré)*.

La réélection triomphale, à la présidentielle française de 2002, de Supermenteur contre Supersalaud a laissé un goût amer

dans la bouche de l'électorat « forcé » à un tel choix. Beaucoup, à gauche, et donc y compris dans la magistrature et les médias, ont eu envie de le voir « puni pour ses mauvaises actions », une fois son mandat terminé ; et sans doute cette idée a-t-elle joué dans la reprise des poursuites contre lui, désormais plus faciles à mener. Cependant, la venue aux affaires hexagonales d'un Sarkozy guère copain avec son prédécesseur a aussi eu un impact à la fois sur ces poursuites et sur l'évolution de la vie politique en Polynésie. Chirac avait déjà eu la mauvaise idée pour les intérêts de Flosse de décréter la dissolution de l'Assemblée territoriale en 2004 : le parti de celui-ci n'avait remporté qu'une dizaine de sièges aux élections suivantes, et lui-même avait perdu la présidence au profit de Temaru. Mais depuis, le TOM a connu pas moins de huit Présidents.

Flosse étant bien trop chiraquien au goût de Sarkozy, le nouveau chef d'Etat français a en effet misé sur son ex-adjoint, ce Gaston Tong Sang qui a osé lancer une nouvelle formation à droite (To Tatou Ai'a), et il lui a aussitôt apporté son soutien (le secrétaire à l'outre-Mer Christian Estrosi a ainsi félicité Tong Sang, en février 2008, pour l'« excellent résultat obtenu par son parti »). Le territoire a donc à présent trois principaux partis – deux autonomistes et un indépendantiste (l'Union pour la démocratie, UPLD, de Temaru) ; mais comme aucun des trois ne parvient à obtenir la majorité absolue, ils multiplient les alliances tactiques pour gouverner. Et comme Flosse a su d'entrée qu'il n'était plus en odeur de sainteté à l'Elysée, il s'entend sans cesse davantage, tout en jurant du contraire *(voir sa dernière profession de foi électorale en document)*, avec les indépendantistes – au nom d'une « réconciliation » appelée selon lui de ses vœux par la population polynésienne. Pas encore enterré, le Gaston ! Son mandat présidentiel de 2008 a été conditionné à un accord avec Temaru (celui-ci obtenant en échange la présidence de l'Assemblée territoriale) sur le dos de Tong Sang – et rebelote en sens inverse entre (le gendre de) Flosse et Temaru, on l'a vu, sur les mêmes postes en ce début d'année. Mais si cette « alliance contre nature », dénoncée jusque dans les hautes sphères parisiennes, a eu pour effet de provoquer l'exclusion de Flosse des rangs d'une UMP outrée, elle a aussi pris de court un Parti socialiste qui soutenait « traditionnellement » Temaru et son rassemblement indépendantiste.

… ET SES RETOMBÉES SUR L'« HÉRITAGE » NUCLÉAIRE

La fin de l'ère Chirac a également eu un impact sur la question des expérimentations nucléaires réalisées par la France en Polynésie : peu à peu se délite le mur de dénégations et de mensonges construit autour par la défense militaire de la Patrie-des-droits-de-l'homme voici quarante ans.

Le souvenir des essais est omniprésent dans les îles, et les problèmes de santé leur sont facilement attribués. Mais comment pourrait-il en être autrement, et qui pourrait croire à leur caractère inoffensif, déjà au simple vu du comportement adopté par les officiels français eux-mêmes à leur égard ? Le 2 juillet 1966, par exemple, une délégation officielle que mène le général Pierre Billotte, alors ministre de l'Outre-Mer, et dans laquelle figure le jeune maire Gaston Flosse, se rend sur l'île de Mangareva, à 400 kilomètres de Mururoa, pour assister à l'explosion d'une bombe de loin – une grande fête ayant bien sûr été prévue pour l'occasion, avec colliers de fleurs et danses du cru. Mais quelques heures plus tard, Billotte reçoit une information inquiétante : le nuage radioactif se dirige vers Mangareva. Dans la précipitation, toute la délégation réembarque dans son avion, laissant aux autochtones ledit nuage.

Aussi, quand en juin 1995 le Président Chirac nouvellement élu a annoncé la reprise des expérimentations dans l'atmosphère, il a déclenché émeutes et grève générale à Tahiti (des incendies ont détruit une partie de l'aéroport à Faa'a, des commerces à Papeete…). 95 pays membres de l'ONU ont voté une résolution en faveur de l'arrêt des tests nucléaires, mais deux nouveaux essais n'en ont pas moins été effectués par la France avant qu'elle ne renonce et signe le moratoire de l'ONU.

Deux associations sont nées en 2001 pour faire valoir les droits des victimes de la politique nucléaire française : l'Association des vétérans des essais nucléaires (AVEN), pour les militaires français partis en Algérie et en Polynésie, et Moruroa e Tatou (Mururoa et nous) pour les travailleurs polynésiens des sites nucléaires. Mais il a fallu attendre la deuxième et brève présidence de Temaru, en 2005, pour que progresse vraiment l'enquête sur leurs conséquences environnementales et sanitaires, grâce au travail d'une commission conduite par Tea Hirshon à partir d'août sur la question. Cette commission a obtenu en février 2006 communication de documents jusque-là classés secret défense – comme les notes du Dr Millon, médecin de bord du navire *La Coquille* chargé d'examiner la situation après cet essai du 2 juillet 1966, où il remarque : « Il sera peut-être nécessaire, pour la suite des événements, de minimiser les chiffres réels [des retombées

L'« affaire JPK »

Pendant une douzaine d'années, la justice polynésienne a donné l'impression de faire du surplace concernant le décès de Jean-Pascal Courtaud (voir www.soutienjpk.org). Et puis, soudain, en septembre 2008, le juge Redonnet nouvellement nommé décide une perquisition à la direction générale de la sécurité extérieure (les services secrets) et au domicile de Flosse.

Première trouvaille, à la DGSE : une note rédigée en mai 1997 par l'avocat Des Arcis, qui a défendu JPK dans plusieurs affaires contre le Président polynésien. Il y fait état d'avoirs secrets détenus au Japon par Chirac, qui est allé avec Flosse dans ce pays à plusieurs reprises. Quelques jours plus tard, le cabinet de Des Arcis est cambriolé, et lui-même fait l'objet de filatures. Sa plainte pour ce cambriolage aboutit, en juin, à la condamnation du directeur de cabinet de Flosse, Jean Prunet, à neuf mois de prison avec sursis pour vol ; mais de fortes pressions incitent alors l'avocat à lâcher le dossier. A l'inverse, JPK, qui possède une copie de sa note, continue d'asticoter Flosse sur le terrain judiciaire – tout en confiant à son entourage qu'il est en permanence filé par des agents des services secrets. Son interrogatoire par le GIP, avant sa mise à mort, a semble-t-il porté sur la fameuse note.

Seconde trouvaille, dans un tiroir de bureau chez Flosse : une confession non signée mais attribuée à Vetea Cadousteau, un des GIP, dans laquelle celui-ci raconte « comment, pourquoi, pour qui et avec qui » il a tué JPK – en affirmant qu'il ne va pas tarder à mourir lui-même. Effectivement, on a trouvé son cadavre dans la montagne en janvier 2004. Certes, l'autopsie a conclu à une mauvaise chute ; mais Cadousteau portait la marque d'un coup très suspect sur le crâne et était en chaussettes, alors qu'il était « parti chasser ». Un deuxième GIP qui s'est « occupé » JPK, un certain Firmin, était déjà décédé, en 2002, d'une crise cardiaque pour « surmenage » dans un chantier de son groupe aux îles Tonga. Des gars finalement peu solides… Par ailleurs, cet interrogatoire qui a été fatal au journaliste a été évoqué au cours des années suivantes par d'autres membres du GIP – dont Vetea Guilloux, qui, ayant entendu des collègues s'en vanter un soir de beuverie, a décidé de rendre public son témoignage. Mauvaise pioche : il a été condamné (sous la présidence de Temaru, en 2005) à de la prison ferme pour « déclarations mensongères et dénonciation calomnieuse ».

Flosse a affirmé que « quelqu'un » dont il avait oublié le nom lui avait fait parvenir les aveux de Cadousteau, mais que, estimant cette « affaire farfelue », il n'avait pas jugé bon de les livrer aux autorités judiciaires – un choix qui doit lui valoir des poursuites pour délit d'entrave à la justice. Toujours est-il que le juge Redonnet a aussi convoqué le général Rondot, car Chirac avait chargé ce dernier de s'informer… sur les recherches conduites par la DGSE à propos de ses rapports avec la Tokyo Sowa Bank (voir *L'Incroyable Histoire du compte japonais de Jacques Chirac*, par Nicola Beau et Olivier Toscer, Les Arènes, 2008). Le juge s'intéresserait également aujourd'hui au crash de l'avion dans lequel a péri en 2002 Boris Léontieff, rival politique historique de Flosse et très lié à Courtaud, qui l'avait rencontré quelques heures seulement avant d'être enlevé.

radioactives] de façon à ne pas perdre la confiance de la population, qui se rendrait compte que quelque chose lui a été caché dès le premier tir. »

Dans son rapport de février 2006, la commission contredit toutes les études officielles rendues jusque-là, et assure que même Tahiti a été touché, le 17 juillet 1974, les taux de radioactivité mesurés à l'époque étant entre six et sept fois supérieurs à la normale. Elle exprime « sa forte conviction que les essais nucléaires ont eu des conséquences graves sur la santé, non seulement des personnels qui ont travaillé sur les sites d'essai, mais sur l'ensemble de la population polynésienne », ajoute que l'on constate un « très fort taux de cancer de la thyroïde chez les femmes polynésiennes et le développement inquiétant des leucémies aiguës », et que « les retombées radioactives n'y sont pas étrangères ». Et elle conclut : « Alors que les autorités affirment que les essais étaient propres et que les retombées radioactives n'affectaient pas les populations, ce rapport montre au contraire que chacun des essais de 1966 et 1967 a provoqué des retombées sur tous les atolls habités de la Polynésie française. »

Dans la foulée est rendue publique une étude réalisée par une unité de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Son directeur, Florent de Vathaire, affirme qu'il existe « un lien entre les retombées dues aux essais (...) et le risque de cancer ultérieur de la thyroïde », et demande à l'armée de déclasser certains rapports du service de radioprotection du CEP, ce que celle-ci refuse.

En juin 2008, l'Assemblée polynésienne – se faisant l'écho d'une profonde indignation populaire – a voté à l'unanimité la motion suivante : « Les Polynésiens d'aujourd'hui et des générations futures ont droit à la transparence et à la vérité totale sur cette période des essais nucléaires »... parce que le Parlement français avait adopté le mois précédent une loi sur les archives « incommunicables », et elle a demandé à Sarkozy d'intervenir pour la faire réviser. En novembre, pour la première fois, l'Etat français a admis une relation entre les essais nucléaires et les pathologies constatées, mais l'Assemblée nationale a rejeté la proposition de loi de Christiane Taubira portant sur la création d'« un fonds d'indemnisation des victimes des essais et des accidents nucléaires » sur le modèle du fonds créé pour les victimes de l'amiante.



FLOSSE ET CHIRAC, LES PARRAINS D'AIR TAHITI

OUI
IL Y A UN PILOTE DANS L'AVION !
... IL Y EN A MÊME DEUX !

Enfin, le 24 mars dernier, le ministre de la Défense Hervé Morin a dévoilé son projet de loi sur l'indemnisation des victimes des 210 essais nucléaires menés par la France de 1960 à 1996 dans le Sahara et en Polynésie. Près de 130 000 travailleurs du Pacifique (et 20 000 en Algérie) seraient concernés, et environ 2 000 personnes dans la population polynésienne (dont 600 enfants de moins de 15 ans). 10 millions d'euros de provision annuelle seraient prévus « dans un premier temps », selon le ministère... quoique le nombre exact de victimes précis n'ait pas été établi !

° ° °

Que réserve l'avenir à la population polynésienne ? L'instabilité politique actuelle est due à la fragilité des coalitions qui font et défont les majorités à son Assemblée : la défection d'un-e élu-e suffit pour permettre l'adoption d'une motion de censure contraignant le Président à démissionner. Quant à l'alliance entre Temaru et Flosse, si elle évoque de prime abord celle de la carpe et du lapin, et rien de très attractif sur le plan de l'intérêt général, elle n'est pas aussi invraisemblable d'un strict point de vue institutionnel (Temaru a évolué vers l'obtention progressive et pacifique de l'indépendance, et Flosse se déclare favorable à un accroissement des pouvoirs pour les institutions polynésiennes) – et ne peut sûrement pas être pire que ce cher Gaston tout seul ?

Il n'en demeure pas moins que Sarkozy, en continuant d'ignorer Temaru autant que les Polynésien-ne-s, pourrait bien avoir de nouvelles surprises, car la situation économique et sociale du territoire ne cesse de se dégrader sur un passé colonial toujours aussi présent.

Vanina

1. De 1984 à 1987, de 1991 à 2004, d'octobre 2004 à février 2005, et de février à avril 2008. Il a, en même temps ou dans les intervalles, été six fois maire de Pirae ; quatre fois président de l'Assemblée territoriale ; à de multiples reprises député à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen, ou encore sénateur – et secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, nommé par le Premier ministre Chirac sous la présidence Mitterrand.

2. ... ou peut-être même le premier, si l'on considère que le budget de la présidence polynésienne s'élevait au plus fort de son règne à 29 millions d'euros pour un archipel de 300 000 habitants à peine, contre les 32 millions attribués à celui de l'Elysée pour un pays de 60 millions d'habitants. Mais il est vrai que Flosse a toujours veillé à payer très correctement les 629 personnes « employées » dans son palais – parmi lesquelles des piroguiers, surfeurs et chanteurs, d'ex-miss Tahiti, un curé ou un boxeur.

3. La description faite ici de la présidence Flosse est pour une bonne part tirée de *Polynésie : les copains d'abord* (Le Bord de l'Eau, 2005), le livre de l'élue socialiste de Clichy Séverine Tessier, présidente de l'association Anticor (« Elus contre la corruption ») qu'elle a fondée avec le juge Alphen. Mais il faut chercher ailleurs pour trouver que, sous le gouvernement Jospin, les socialistes ont montré une générosité tout aussi grande, avec une hausse de 11 % des crédits d'Etat à partir de 2000...

PAYS BASQUE SUD :
Un Gouvernement basque d'exception

Pour la première fois depuis la création des institutions de la Communauté autonome basque (comprenant les trois provinces d'Araba, Gipuzkoa et Bizkaia) en 1980, le PNV (Parti nationaliste basque, démocrate-chrétien) a perdu le pouvoir au Parlement autonome de Gasteiz. Suite au résultat des élections autonomiques du 1° mars, il va à coup sûr céder la place à Patxi Lopez, membre du PSE (Parti socialiste d'Euskadi) pour la présidence du gouvernement autonome ; le PSE a déjà offert au PP (Parti Populaire, droite) la présidence du parlement basque en échange de sa promesse de garantir la stabilité de l'exécutif.
Une telle "alternance" n'a pu se produire que par l'exclusion d'une partie de l'électorat, provoquée par l'interdiction des listes de la gauche abertzale historique (ex-Batasuna).
Cette nouvelle configuration du gouvernement basque va obliger les abertzale, des démocrates-chrétiens aux indépendantistes, à envisager de nouvelles stratégies, sans qu'on puisse encore présager lesquelles.



UN RÉSULTAT PRÉVISIBLE SUITE À L'INTERDICTION DES LISTES DE LA GAUCHE ABERTZALE HISTORIQUE

La représentation amputée des abertzale au parlement basque est due à l'éviction du terrain électoral de la gauche abertzale historique. Ce n'est pas la première fois que cette fraction importante de la société est interdite d'élections, les formations successives qu'elle a créées pour tenter d'y échapper ayant toutes subi les foudres de la justice "anti-terroriste" du Tribunal suprême, aboutissant à leur illégalisation et à la poursuite de leurs membres pour "complicité avec ETA". Mais c'est la première fois que les pouvoirs politique et judiciaire interdisent aux indépendantistes de se présenter aux élections du parlement autonomique (ils y avaient obtenu 9 sièges sur 75 en 2005).

La plate-forme, que la gauche abertzale historique avait créée le 10 janvier pour permettre son expression par la voie électorale le 1° mars, s'appelait D3M ("Démocratie Trois Millions" de Basques); elle a été interdite un mois après. Face à cette mise hors-la loi, les indépendantistes ont appelé à participer malgré tout aux élections, avec un bulletin considéré comme nul. En dépit des entraves à la réalisation de la campagne électorale D3M (arrestations de militants pour des banderoles, pour diffusion de bulletins portant le sigle D3M, incarcérations, etc.), 101.000 personnes ont voté pour la plate-forme. C'est un nombre important, vu les circonstances ; néanmoins on constate un tassement certain et progressif d'année en année des votes en faveur de la mouvance ex-Batasuna : une baisse de 50 000 voix par rapport aux élections de 2005 et de 100 000 voix par rapport à celles de 1999. Il n'empêche que ces 101 000 bulletins nuls correspondent à 8,8% des voix, ce qui aurait valu 7 députés à la formation indépendantiste au sein du nouveau parlement. Avec eux, le scénario de la répartition des sièges aurait été complètement différent. D'ailleurs les socialistes du PSE, ainsi que les autres partis politiques participant aux élections, en étaient parfaitement conscients, lorsque l'interdiction de se présenter a été faite à D3M.

A noter aussi que, dans ce contexte, le taux d'abstention, un tiers environ de l'électorat, a été sensiblement plus élevé que lors des dernières élections autonomiques.

Ainsi, le résultat des élections du 1° mars a donné :

30 sièges (+ 8 par rapport aux élections précédentes de 2005) pour le PNV avec 38,56% des voix ;

25 sièges (+6) pour le PSE avec 30,71%;

13 sièges (-2) pour le PP avec 14,09% ;

4 sièges (+ 3) pour Aralar (gauche abertzale opposée à la lutte armée, qui a bénéficié en partie du vide provoqué par l'interdiction de D3M) avec 6,05% ;

1 siège (-6) pour EA (formation abertzale social-démocrate issue d'une scission avec le PNV) avec 3,68% ;

1 siège (-2) pour IU (Ecologistes et communistes), avec 3,51% ;

1 siège pour UPD (scission du PS, anti-abertzale), avec 2,14% des voix.

Le PNV a beau avoir accru son nombre de sièges et surtout gagné en voix (80 000 suffrages de différence), il n'a plus la majorité absolue pour gouverner (37 voix contre 38)

UN FRONT "CONSTITUTIONNALISTE" NON REPRÉSENTATIF DE LA SOCIÉTÉ BASQUE

Le PS et le PP arrivent donc au gouvernement basque grâce à une décision politico-judiciaire, celle de l'interdiction de la gauche abertzale historique, et non par un changement de la sociologie électorale de la Communauté autonome basque

Le gouvernement qui est sorti des urnes a des allures ubuesques. Non seulement il interdit toute expression et toute représentation, même électorale, à l'élément incontournable que représente la fraction indépendantiste mais encore il fait fi de la sensibilité identitaire majoritaire au Pays Basque, pour qui seule une issue négociée peut mettre fin au conflit et qui refuse qu'une option politique soit illégalisée.

Il est évident que le PSE, allié au PP, va se trouver engagé dans

un processus extrêmement difficile, dans une communauté basque qu'il risque de se mettre à dos et qui va lui demander des comptes.

Cette alliance PS-PP n'aura d'ailleurs pas des répercussions seulement au Pays Basque, mais aussi au parlement de Madrid, où Zapatero, sans majorité absolue à la Chambre des députés, s'appuie ponctuellement sur les votes du PNV et de petits partis catalans pour faire adopter certains textes et budgets face au PP. Le gouvernement du PSOE, fort malmené par une profonde crise sociale, risque d'avoir du mal à tenir le gouvernail, en Espagne aussi ...

Ceux qui reprochent aux Basques leur nationalisme sont en train de constituer un front ouvertement nationaliste espagnol, dépassant le clivage droite-gauche (preuve flagrante que ce clivage est totalement illusoire; d'ailleurs une alliance de cette sorte a déjà été mise en oeuvre il y a deux ans au Parlement de Navarre entre le Parti socialiste navarrais et l'ultra droite de l'UPN – Union populaire navarraise -, pour évincer la coalition de la gauche abertzale) et faisant voler en éclat les promesses du PSE qui, il y a peu, jurait ses grands dieux qu'il ne fricoterait jamais avec le PP, qualifié d'"antisocialiste". Un PP tout à fait dans la lignée franquiste : Arantxa Quiroga, non bascophone (c'est une première, là encore, et c'est aussi un handicap de taille au sein d'une institution où chacun peut s'exprimer en basque ou en castillan et où la plupart le font en basque), fraîchement élue présidente du parlement basque avec les voix du PSE, appartient à l'aile la plus extrême du PP et revendique ouvertement sa proximité avec l'Opus Dei, branche ultra conservatrice du catholicisme.

Trente ans après la transition "démocratique" espagnole, le clivage post-franquiste entre souverainistes basques, qui revendiquent l'autodétermination, et "espagnolistes-constitutionnalistes", qui s'accrochent à l'Espagne "une et indivisible", sont respectueux de la Constitution de 1978 et se satisfont de l'actuel régime d'autonomie, non seulement perdure mais encore s'accentue, ceci dans un contexte où les combats de classe et anticapitalistes ont été, depuis plusieurs années, relégués au second plan.

UNE ALLIANCE PS-PP FONDÉE SUR UN ACCORD ÉCRIT ET PUBLIC

Le PP n'a pas ménagé, face à son "partenaire" du PSE, ses exigences anti-basques et les deux partis ont fini par s'entendre, le 1° avril, par un pacte écrit, sur des objectifs "prioritaires et incontournables".

Ensemble, ils conviennent de maintenir en l'état le statut d'autonomie des trois provinces de la Communauté basque et écartent non seulement toute idée d'autodétermination mais encore l'éventualité même d'un référendum sur le droit à l'autodétermination. Pas question non plus pour eux de reconnaître que le Pays Basque est composé aussi de la Navarre et des trois provinces du Nord.

Ils se donnent pour priorité la lutte contre "le terrorisme", par une répression accrue, en accordant plus de moyens à la Ertzaintza, la police autonome basque, et surtout en la mettant au service direct du ministère espagnol de l'Intérieur.

Leur traitement de la question identitaire passe par une attaque en règle contre la place accordée à la langue basque : ils projettent une refonte de la politique éducative (en renforçant la place du castillan par rapport au basque et en uniformisant les écoles sur le modèle du système espagnol), de la politique linguistique (par exemple, il ne sera nullement proposé aux adultes voulant rentrer dans la fonction publique de recevoir une formation pour apprendre le basque, telle que celle prise en charge financièrement jusqu'alors par le gouvernement autonome). Ils veulent réformer profondément les deux chaînes de télévision publiques en langue basque, "afin de garantir une ligne éditoriale plurielle" (comprendre : une ligne qui soit au service des intérêts du PSE et du PP), ainsi que les radios basques, toutes accusées de faire le nid des pro-ETA.

Ils prônent l'accélération des chantiers du TGV "pour rattraper le temps perdu" (sous-entendu à cause des luttes et mobilisations incessantes des opposants).

Par ailleurs, ils disent vouloir mettre en place un plan "anti-crise"... avec pour première mesure la révision des budgets 2009 à la baisse.

Beaucoup s'inquiètent en outre des retombées négatives que le nouveau pouvoir à Gasteiz risque de provoquer aussi au Pays basque nord. En effet, le gouvernement basque a jusqu'ici généreusement financé, notamment dans les domaines culturel et linguistique, de nombreuses réalisations qui ont aussi une portée économique et sociale. Pour exemples, l'argent des contribuables du Pays Basque sud a servi à rénover les bâtiments des ikastola, écoles en langue basque ; le gouvernement basque finance également une délégation de huit journalistes à Bayonne pour EITB (la télévision en langue basque) ; il aide des porteurs de projets ponctuels... Cette politique d'aide et de solidarité risque d'être en grande partie remise en cause.



ET MAINTENANT, QUELLES PERSPECTIVES ?

Ces élections sont le signe d'une crise politique importante et révèlent des crispations toujours plus fortes rendant plus improbable encore toute idée de dialogue pour parvenir à la résolution du conflit basque.

La responsabilité en incombe aussi aux partis politiques abertzale qui ont fait preuve de soumission et de collaboration "passive" face à l'interdiction de D3M. Quand la démocratie étatique et représentative montre son vrai visage, celui de la répression et de la censure, eux qui revendiquent haut et fort un "cadre réellement démocratique" pour le Pays Basque ont tous participé aux élections autonomiques comme si de rien n'était, cautionnant ainsi une éviction inadmissible de la liste des indépendantistes, acceptant les règles d'un cadre injuste, illégitime et non démocratique, sans mesurer non seulement le risque d'affaiblissement de l'ensemble du projet abertzale mais encore l'atteinte flagrante à la liberté d'expression et d'action de toutes les forces politiques et sociales. Ils ont par là aussi révélé leurs profondes divisions ainsi que l'absence totale de confiance entre eux.

Enfin ils ont prouvé à quel point ils sont englués dans la stratégie institutionnelle, absorbés par le jeu politicien électoral, prêts à le cautionner quelles qu'en soient les règles, les limites et les interdits fixés par l'Etat, avides qu'ils sont de gérer des institutions tenues en laisse et de grappiller des miettes de pouvoir.

A présent, Patxi Lopez du PSE attend fin avril ou début mai pour être investi, en lieu et place d'Ibarretxe (PNV), de la charge de président du gouvernement autonomique grâce aux voix du PP.

Le PNV, qui a joué depuis près de 20 ans le rôle de gestionnaire des institutions basques, va se trouver relégué dans l'"opposition", ce qui est tout à fait nouveau pour lui ...

Quant aux partis de la gauche abertzale, ils cherchent les voies de leur "refondation". Mais pour le moment, on ne perçoit pas de mouvement de fond amorçant un accord sur une stratégie commune. S'ils veulent éviter l'impasse ou le sur-place, il ne faudrait pas qu'ils se laissent enfermer dans le clivage, entretenu depuis longtemps et plus que jamais réactivé aujourd'hui, entre "espagnolistes" et "nationalistes basques".

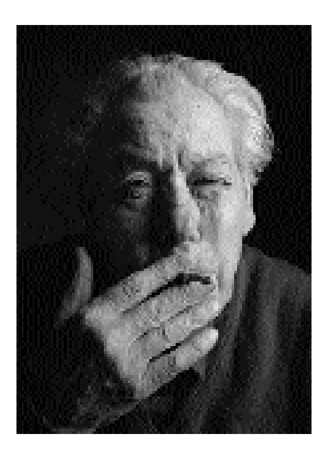
C'est pourquoi il est important que les forces de la gauche abertzale (et pas seulement les partis politiques) se soucient davantage de la dimension

sociale et anticapitaliste du conflit et qu'elles précisent les contenus de leur projet d'une nation autonome ou indépendante et socialiste, en ne s'en tenant pas qu'aux revendications institutionnelles et identitaires. La période actuelle, avec les fermetures d'entreprises, la généralisation de la précarité et l'accroissement phénoménal du chômage, les y amènera peut-être. L'appel à une grève générale pour le 21 mai, lancé en Euskadi et en Navarre par les syndicats ouvriers et paysans liés à la mouvance de la gauche abertzale, auquel les dirigeants de l'UGT et des CCOO ont refusé de se joindre parce qu'ils n'y voient qu'une attaque cherchant à déstabiliser les nouveaux pouvoirs PS-PP en place, peut être un premier pas encourageant.

Plus fondamentalement, il est impératif que la "chose" politique et sociale ne soit pas laissée aux mains des seuls partis (et syndicats) : ceux-ci tirent leur pouvoir du découpage, bien ancré dans les esprits, de l'ensemble du champ social en segments fractionnés, spécialisés et séparés (les luttes environnementales d'un côté, les combats sociaux de l'autre, la culture ailleurs encore) et l'illusion continue à être forte que les partis sont seuls aptes à donner un débouché politique à ces luttes, qui plus est en passant par le terrain électoral. Donc le politique, c'est à dire les combats à mener contre l'exploitation et l'oppression associés au projet de société vers lequel on veut tendre, doit devenir l'affaire de tous ceux et celles impliqué-es dans quantité de mouvements, d'autant que ceux-ci sont nombreux, diversifiés et massifs au Pays Basque et touchent à tous les aspects de la vie.

Pays Basque, le 12 avril 2009

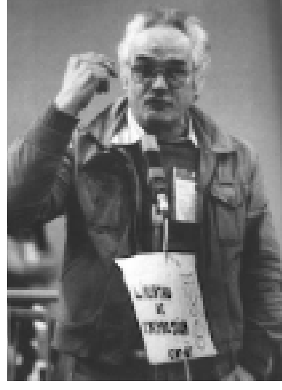
Deux des derniers survivants de la révolution espagnole qui viennent de disparaître avaient un point commun : avoir critiqué la participation de la CNT aux gouvernements républicain pendant la révolution espagnole.



Abel Paz (Diego Camacho),

Né en 1921, il avait donc 15 ans au moment de l'insurrection barcelonaise en 1936, 18 ans au moment de la défaite face à Franco. Ouvrier dans le textile dès l'âge de 13 ans, il entre alors à la CNT et surtout à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) ; très tôt il dénonce le réformisme et le bureaucratie qu'il voit se dessiner dans la Confédération. Il fut de nombreux combats dans la colonne Durruti avant la « retirada » qui l'amena à être interné au camp de concentration d'Argelès comme des milliers de prolétaires espagnols. Pendant l'occupation de la France par l'armée allemande il rentre clandestinement dans Espagne de Franco et y poursuit la lutte. Il fut emprisonné à deux reprises, condamné à 9 ans en 1942 il repasse de nouveau en France en 1953 après sa libération et y reste jusqu'en 1977, date à laquelle il retourne vivre à Barcelone.

Il est l'auteur de plusieurs livres sur la Révolution espagnole et sur Durruti et la Colonne de fer en particulier : Le Peuple en Armes (Abel Paz) ; La Colonne de Fer (L'insomniaque, 1997) ; _Buenaventura Durruti : un combattant libertaire (Max Chaleil, 2000) ; _Barcelone 1936 : Un adolescent au cœur de la Révolution espagnole (Éd. de la Digitale, 2001)



Luis Andrès Edo

(mort le 14 février), lui, est né en 1925. Le jeune garçon n'a donc seulement 11 ans lorsque l'insurrection barcelonaise éclate mais il est immédiatement plongé au cœur de la problématique de la résistance ouvrière au fascisme par la révolution.

Après la victoire franquiste, il commence à travailler comme apprenti dans les Chemins de fer où il côtoie des militants anarcho-syndicalistes clandestins. Refusant le service militaire, il est une première fois emprisonné en 1947, il déserte ensuite et se réfugie en France où il va militer au sein des Jeunesses libertaires (F.I.J.L) et de la CNT.

De retour ensuite en Espagne, il est arrêté en août 1952 et incarcéré dans une prison militaire jusqu'en octobre 1953. Réincorporé dans l'armée, il subira encore six mois de cachot. Libéré, il revient en France et, après la réunification des deux tendances de la CNT en 1961 il met sur pied la section intérieure clandestine de combat du Mouvement Libertaire Espagnol (à laquelle participent Cipriano Mera, Garcia Oliver et le jeune Alberola), qui mènera de nombreuses actions sur le territoire espagnol._ C'est lui qui revendiquera, lors d'une conférence de presse clandestine tenue à Madrid en mai 1965, le rapt à Rome du nonce apostolique espagnol Ussia devant le Saint-Siège. _Le 25 octobre 1966, il est arrêté à Madrid avec un groupe de jeunes libertaires qui préparaient l'enlèvement du contre-amiral américain Gilette. Il avait, parallèlement, donné une conférence de presse clandestine à Madrid dénonçant une tendance cénétiste, les « cinquopuntistes », qui prônaient des contacts et des alliances avec des secteurs « démocratiques de la phalange ». Il est condamné le 8 juillet 1967 à neuf ans et trois mois de prison pour appartenance à une organisation illégale (FIJL). En 1968, un collaborateur du régime l'accusera d'avoir pris part antérieurement à des actions terroristes en Belgique mais, faute de preuves, Edo sera acquitté de ces accusations. Libéré en juillet 1972, il est à nouveau arrêté en juin 1974 à Barcelone pour complicité avec les "Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes" (GARI) et en particulier pour sa participation à la conférence de presse clandestine de Barcelone revendiquant l'enlèvement, à Paris, du directeur de la Banque de Bilbao, pour dénoncer l'assassinat de Puig Antich.

Libéré suite à l'amnistie de 1976 à la mort de Franco , il a été l'un des organisateurs des journées libertaires de Barcelone qui réuniront en 1977 plus d'un million de personnes dans la capitale catalane. Militant du syndicat de la construction puis du syndicat des arts graphiques de Barcelone, il a participé à partir de 1977 à de très nombreux meetings et conférences dans toute l'Espagne. Défenseur acharné de la Copel, un mouvement des prisonniers en lutte, il milite pour abolir la frontière entre « droits communs » et « politiques ». Arrêté de nouveau à Barcelone le 4 octobre 1980 il a été emprisonné jusqu'en août 1981. En 1985 il était le directeur de Solidaridad Obrera (Barcelone), puis en 1987-89 secrétaire de la CNT catalane, poste auquel il était réélu en février 1990. Lors des affrontements internes de la CNT catalane, il était membre du secteur défédéré (CGT) dont il était le secrétaire en 1997.

Il fut en quelque sorte l'un des traits d'union entre la génération de 1936 et celles des jeunes libertaires de la génération 1968, aussi bien en Espagne franquiste (les Acrates de Madrid) qu'en France (la liaison des jeunes anarchistes), en Italie et en Angleterre. En 1966 l'ensemble des jeunes libertaires européens menèrent des actions pour la libération des 5 de Barcelone (dont Edo, Alicia Mur Sin, Antonio Canete...), celle des militants internationalistes arrêté en Espagne : Stuart Christie (anglais), David Urbano

Luis Andres Edo a collaboré à de très nombreux titres de la presse libertaire espagnole dont Catalunya(1977), Cnt, Construccion (Barcelone, 1979-80), Historia Libertaria, Lletra A, Nada, Solidaridad Obrera, Presencia,, Tinta Negra, etc. Il est un des auteurs de la brochure "En relacion con el caso Scala" (Barcelone, 1980) ; - La CNT en la encrucijada (Barcelone, Flor del Viento, 2006).